

# La Lettre



Wallonie-Bruxelles en Tunisie

PRINTEMPS 2018

- **Coopération politique**
- **Enseignement supérieur et recherche**
- **Environnement, eau et développement durable**
- **Santé**
- **Formation**
- **Sciences humaines et sociales**
- **Culture et patrimoine**
- **Francophonie**
- **Médias**
- **Economie**



# sommaire

## 4 ÉDITORIAL

## 5 COOPÉRATION POLITIQUE ET INSTITUTIONNELLE

- Visite de Rudy Demotte, ministre-président de la Fédération Wallonie-Bruxelles, à Tunis
- 1<sup>re</sup> Conférence commune entre les Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) et Association des Ombudsmans et Médiateurs de la Francophonie (AOMF) « Parlementaires et médiateurs, acteurs de la bonne gouvernance », à Tunis
- Mission du Conseil Wallonie-Bruxelles de la Coopération internationale en Tunisie
- Le nouveau gouvernement en Wallonie.
- Élections municipales le 6 mai en Tunisie

## 10 ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE, INNOVATION

- Un nouvel élan bilatéral dans l'enseignement supérieur, recherche, innovation (ESRI)
- Pour une coopération scientifique bilatérale accrue
- Vers un accord-cadre de coopération en ESRI
- Rencontre entre le ministre-président de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Rudy Demotte, et le ministre ESR Slim Khalbous.
- La «feuille de route» en développement entre le Ministère ESR tunisien, WBI et l'ARES
- Vers un espace francophone de la valorisation de la recherche
- Le Fonds de mobilité Maghreb de Wallonie-Bruxelles international

Photo  
couverture :  
Paysage du  
Lac d'Ichkeul



- Le service-conseil de la Délégation à Tunis aux étudiants et chercheurs tunisiens et leur présence dans les universités et hautes écoles de la Fédération Wallonie-Bruxelles
- Les bourses d'excellence IN. WALLONIA
- Wallonie-Bruxelles Campus

## 14 ENVIRONNEMENT, EAU ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

- Valorisation des agro-ressources végétales typiques des régions arides et semi-arides
- Impact du réchauffement climatique sur le synchronisme entre ravageurs des cultures et leurs ennemis naturels
- Implication de l'acide salicylique dans les interactions entre polyamines et l'éthylène dans la tomate exposée à la toxicité saline
- Soutien à la gouvernance de la ressource en eau sur le bassin versant de la Medjerda
- Adaptation de la gestion en eau du bassin versant de la Medjerda aux défis des changements climatiques
- Amélioration des eaux usées traitées et des boues d'épuration en agriculture
- Valorisation des argiles tunisiennes
- Amélioration de la gestion anaérobie des déchets solides : hydrolyse enzymatique
- Bio-dépollution des hydrocarbures dans les sols tunisiens
- Formation à l'éco-conseil, gestion des déchets et développement de l'économie durable
- Un nouveau modèle d'agri-tourisme bio, durable et équitable pour la Tunisie

## 18 SANTÉ

- Création d'un programme de soins gériatriques dans le gouvernorat de Monastir
- Prise en charge de la dépendance et de la perte d'autonomie de populations âgées de la région de Monastir
- Prévention de la violence au sein de la famille
- Échanges autour des problématiques d'alcool, de drogues et d'addictions
- Projet de santé sexuelle et reproductive assuré par Médecins du Monde Belgique à Sidi Bouzid
- In memoriam Eric Allaer

## 20 FORMATION

- Apprentissage du français technologique et économique
- Formation au partenariat interentreprises pour l'exportation
- Développement de compétences des conseillers de l'emploi
- Formations de formateurs et échanges d'expertises en métiers d'art pour favoriser l'insertion socio-professionnelle

## 21 SOCIÉTÉ CIVILE ET COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

- Droits des femmes - Femmes leaders de demain en Tunisie
- Formation dans le domaine de l'organisation syndicale
- Programme de cofinancement de projets pour le développement des acteurs de la coopération de Wallonie-Bruxelles dans les pays partenaires

## 22 SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

- Développement conjoint de l'étude des religions et de la laïcité à l'université
- La participation des femmes à la vie politique locale en rapport avec les élections municipales

## 23 CULTURE ET PATRIMOINE

### PATRIMOINE

- Plateforme web participative et géolocalisée pour la valorisation du patrimoine.
- Djerba. Les mosquées ibadites
- « Villes en développement: politiques de valorisation et activités d'appropriation publique du patrimoine dans les pays de la francophonie

### ACTIONS ET MANIFESTATIONS CULTURELLES ET ARTISTIQUES

- Cinéma-débats animés par la Délégation Wallonie-Bruxelles
- Journées cinématographiques de Carthage : forte présence de Wallonie-Bruxelles en 2017
- « La belle et la meute » primé à Bruxelles
- Monde des livres - Les éditeurs de Wallonie-Bruxelles présents à la Foire du Livre

- Théâtre - Auteurs et acteurs de Wallonie-Bruxelles aux JTC 2016
- Coopération avec le TNT - Théâtre national de Tunis
- La Caravane des deux rives visite six villes tunisiennes en avril et mai 2018

### APPUI DE L'UE ET DE SES ÉTATS MEMBRES AUX POLITIQUES CULTURELLES EN TUNISIE

- Le jumelage avec le ministère des affaires culturelles tunisien
- Tfanen - Tunisie créative
- La Tunisie rejoint «Europe créative»

## 29 JEUNESSE

- Appui aux politiques de Jeunesse et d'échanges de jeunes

## 29 FRANCOPHONIE

- La Tunisie accueille le prochain sommet de la Francophonie en 2020

## 30 MÉDIAS

- Formations de perfectionnement en journalisme pour étudiants et professionnels
- Égalité entre hommes et femmes au sein des médias tunisiens et belges

## 32 ÉCONOMIE & COMMERCE EXTÉRIEUR

- Mission économique et commerciale belge à Tunis.
- Eclairage sur quelques entreprises de la mission et leurs approches en Tunisie.
- Stratégie d'Innovation numérique un pilier de « Tunisie Digitale 2020 ».
- Activités, nouvelles du Bureau AWEX à Tunis et Business Days en Wallonie 2018.
- Éligibilité aux fonds pays Emergents.
- Mise en place du Conseil de gouvernance économique belge à Tunis.
- CMI Services a obtenu plusieurs contrats en Tunisie.
- L'activité de Transurb Simulation en Tunisie.
- Inauguration mondiale d'un premier site hospitalier vert au CHU UCL de Namur.
- La Wallonie au sommet de la logistique européenne.



Cet éditorial est inversement proportionnel à l'étendue de ce numéro printanier 2018 de la Lettre Wallonie-Bruxelles en Tunisie.

En se concentrant sur le «faire» et le «savoir-faire», le «dire» et le «faire savoir» peuvent en pâtir quelque peu. Dans un monde où l'énergie de la communication a souvent tendance à prendre le pas sur l'être et l'action, nous avons voulu mettre ici l'accent sur la plupart des contenus de nos programmes et actions entre la Tunisie et les entités fédérées belges francophones, représentées par la délégation générale Wallonie-Bruxelles à Tunis depuis 30 ans.

Ce sont ainsi des centaines d'acteurs aux expériences, compétences et statuts divers qui se mobilisent de près ou de loin, régulièrement ou ponctuellement, pour faire vivre ensemble les objectifs de coopération que nous nous sommes assignés. Au-delà de la dimension politique et institutionnelle, bilatérale ou en appui à l'action multilatérale, notre coopération développe de nombreux projets, lesquels, il est vrai, ne font pas toujours la une de l'actualité, mais répondent néanmoins à des enjeux essentiels. Les priorités sectorielles dans la programmation 2016-18 portent sur l'éducation et la formation, avec un accent appuyé sur la recherche (et ses vertus formatrices pour nombre de jeunes chercheurs), et le développement durable. Ces priorités se croisent en partie par l'activité de nos scientifiques. Outre les secteurs de la santé, de la jeunesse, de la culture, des médias et de l'économie, une attention est également portée de manière transversale à la promotion des droits humains, des femmes en particulier, et au rôle multidimensionnel de la société civile. Nous y resterons attentifs en vue de notre prochaine programmation de coopération en cours d'élaboration.

Le parcours démocratique de la Tunisie de ces dernières années est remarquable par sa singularité, au-delà même de la région. Cependant, la réalité d'une démocratie inclusive et participative n'est jamais acquise et nécessite une vigilance et mobilisation constantes, en Tunisie comme en Europe. Le développement social et économique reste le grand enjeu de la consolidation démocratique en Tunisie. Les ambitions déclarées restent ainsi à poursuivre afin qu'un développement socio-économique durable soit adossé aux progrès de l'égalité et de la justice. Le progrès des droits des femmes en Tunisie a commencé à en montrer le chemin.

**Christian Saelens**

*Délégué général Wallonie-Bruxelles en Tunisie*

هذه الافتتاحية تتناسب عكسيا مع حجم محتوى هذا العدد الربيعي لسنة 2018 من رسالة «والونيا - بروكسال» بتونس.

مع التركيز على «الفعل» والمهارة» فإن «القول» و«الإخبار» قد يعاني بعض الشيء. في عالم تغلب فيه طاقة الاتصالات على الانسان والعمل، أردنا التركيز على معظم محتويات برامجنا وأنشطتنا بين تونس والكيانات الفدرالية البلجيكية الفرنكفونية والممثلة بالمدنوية والونيا-بروكسال بتونس منذ 30 سنة.

وبالتالي، فإن المئات من الفاعلين ذوي الخبرات والمهارات والمكانات المتنوعة يتجندون من قريب أو من بعيد، بانتظام أو من حين الى آخر الأحيان لنعيش معا أهداف التعاون التي وضعناها لأنفسنا. في تجاوز للبعد السياسي والمؤسسي سواء كان ثنائيا أو مدعما للعمل المتعدد الأطراف يطور تعاوننا العديد من المشاريع التي لا تتصدر، في الحقيقة، العناوين الرئيسية للصحف في حين أنها تستجيب للرهانات الضرورية. ركزت الأولويات القطاعية في برمجة 2016 - 2018 على التعليم والتدريب، وخاصة على الأبحاث (وفضائلها المكونة للعديد من الباحثين الشباب)، والتنمية المستدامة. تتقاطع هذه الأولويات جزئياً مع نشاط علمائنا. وبالإضافة إلى قطاعات الصحة والشباب والثقافة والإعلام والاقتصاد، هناك أيضا تركيز شامل على تعزيز حقوق الإنسان، والمرأة على وجه الخصوص وعلى الدور المتعدد الأبعاد للمجتمع المدني. سنبقى ملتزمين بهذا الشأن في إطار برنامج تعاوننا المقبل والذي هو في طور الإعداد.

إن المسار الديمقراطي لتونس في السنوات الأخيرة أمر استرعى الاهتمام من حيث طابعه الفريد حتى خارج المنطقة. ومع ذلك، فإن حقيقة وجود ديمقراطية شاملة وتشاركية لا يتم اكتسابها أبدا وتتطلب يقظة وتعبئة ثابتة، في تونس كما في أوروبا. لا تزال التنمية الاجتماعية والاقتصادية هي القضية الرئيسية لتعزيز الديمقراطية في تونس. وهكذا، تظل الطموحات المعلنة قائمة حتى تكون التنمية الاجتماعية - الاقتصادية المستدامة و تقديم المساواة والعدالة سندا لبعضها البعض. قد بدأ تقدم حقوق المرأة في تونس في إنارة المسار.

كريستيان سالنس

مندوب الفيدرالية والونيا-بروكسال بتونس



*Béji Caïd Essebsi, Président de la République tunisienne, et Rudy Demotte, Ministre-Président de la Fédération Wallonie-Bruxelles*

l'UE et ses États membres, son expérience devant évoluer vers une consolidation démocratique, y compris sur les terrains social et économique.

Avec le chef du gouvernement, il a été souligné la nécessité d'une application réaliste des conditions financières du soutien international au pays afin de ne

pas compromettre l'évolution de la croissance et les besoins d'investissement. Il est souligné l'investissement historique de la Tunisie dans l'éducation, les efforts qui restent à consentir en faveur de la jeunesse, des nouvelles générations en matière d'enseignement, de recherche, de développement numérique, d'emploi et de participation citoyenne... Un rappel a été fait par les autorités tunisiennes pour soutenir et maintenir ouverte les mobilités des Tunisiens, et des jeunes en particulier, avec l'Europe.

Il a été convenu d'explorer de nouvelles voies de coopération bilatérale, notamment par le soutien à l'enseignement de qualité, la professionnalisation des cadres moyens dans le tissu économique, en aidant notamment la Tunisie à corriger son «relâchement» dans l'enseignement de la langue française reconnue comme vecteur de développement culturel, social et économique. Rappelant l'expérience historique qui doit amener le pays à trouver «toute sa place dans le siècle», R. Demotte a plaidé en faveur de l'accompagnement de la Tunisie dans son développement économique, culturel, social, éducatif et sociétal. Au-delà du soutien apporté par la Fédération Wallonie-Bruxelles à la candidature tunisienne au Sommet de la Francophonie en 2020, il s'est engagé à plaider auprès de l'OIF la mobilisation accrue de ses programmes en faveur de la Tunisie en matière d'éducation, de formation, de soutien à l'enseignement et à la langue française, des droits des femmes, de la culture et des médias et de la liberté de la presse....

Sur la lutte contre le radicalisme violent, il est souligné le point commun des «exclus» entre la Tunisie et la Belgique. Il s'agit d'un domaine de coopération envisagé

### Visite de Rudy Demotte, ministre-président de la Fédération Wallonie-Bruxelles, à Tunis

Menée en février 2017, en appui à trente ans de coopération et d'échanges et à l'exécution du VI<sup>e</sup> programme de coopération bilatérale, la 4<sup>e</sup> visite à Tunis depuis 2011 de Rudy Demotte, ministre-président de la Fédération Wallonie-Bruxelles, a offert l'opportunité de faire un large tour d'horizon de nos relations et perspectives communes. Il s'agissait d'avancer sur l'appui de projets ou de chantiers ouverts, d'envisager de nouveaux enjeux, bilatéraux et multilatéraux, suivant les engagements communs fondés sur une volonté réelle de coopération de la grande diversité des acteurs, institutionnels ou non. Il s'agissait aussi de mettre en exergue le partenariat privilégié qui nous unit à la Tunisie en mobilisant davantage les acteurs de la coopération décentralisée et indirecte, ce qui se fait encore de manière accrue depuis 2016.

Les entretiens avec le président Essebsi, le chef du gouvernement Youssef Chahed et le ministre des Affaires étrangères Jhinaoui ont permis de relever les préoccupations intérieures étroitement liées aussi à la géopolitique régionale de la Tunisie. Le président de la République a rappelé l'ouverture de son pays qui a fait «le choix civilisationnel et politique de la démocratie». La Tunisie recherche encore une meilleure coopération avec

au plan bilatéral, mais aussi en relation avec les pré-occupations et dispositions prises par la Francophonie. Reconnaisant les efforts de la Tunisie en matière de sécurité et soulignant la nécessité de ne pas jouer le jeu du terrorisme en creusant davantage le fossé entre la Tunisie et l'Europe, Rudy Demotte est intervenu auprès du gouvernement fédéral belge afin de reconsidérer les restrictions de l'avis de voyage adressé à ses ressortissants.

La perspective de la décentralisation à mettre en place dans un cadre démocratique et fonctionnel peut faire l'objet d'échanges d'expertises et d'expériences. La nouvelle constitution, «avant-gardiste», est longue à mettre en place et il sera important de pouvoir consacrer un principe de subsidiarité réel et équilibré en faveur des nouvelles collectivités locales et territoriales.

Avec le ministre Khalbous en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR), il a été souligné la nécessité de consolider la transition sociale et économique du pays et de changer le modèle de développement, ce qui suppose de nouvelles orientations stratégiques autour de l'innovation, l'adaptation de l'ES vers une meilleure employabilité des qualifications et la valorisation de la recherche orientée vers le développement industriel, technologique et sociétal. La croissance est insuffisante pour absorber les 65.000 diplômés annuels de l'ES tunisien, seulement 30-35.000 emplois qualifiés sont créés annuellement.

L'accréditation est un point central de la réforme ESR en Tunisie. La collaboration de Wallonie-Bruxelles y est sollicitée en vue d'adopter les standards internationaux adaptés aux spécificités et besoins de l'ESR tunisien. La signature de la Déclaration commune sur la coopération en ESR lors de la visite répondait au souhait de la partie tunisienne d'acter les volontés communes et le processus en cours en vue d'approfondir la coopération académique et scientifique bilatérale et de conclure, à

terme, un accord-cadre sur les nouveaux objectifs structurants de celle-ci (cf infra volet ESR). Avec l'AUF, pour laquelle la Tunisie est une priorité, les enjeux peuvent être conjoints sur 3 axes thématiques que sont la gouvernance, le développement du numérique et de la formation à distance et l'employabilité des formations et qualifications.

Lors de différentes rencontres avec les organisations de la société civile, il a notamment été question des droits des femmes ainsi que de leur faible participation aux dernières élections législatives et présidentielles de 2011 et 2014. Il s'agit là d'un signal à la démocratie tunisienne en vue des prochaines élections municipales et régionales. Le soutien apporté par la Fédération Wallonie-Bruxelles, aux côtés de la Belgique et de l'OIF, à la formation de groupes de femmes dans leur participation aux élections a permis d'identifier les difficultés relatives au conservatisme des partis, à la décentralisation à construire, et à leur nécessaire mobilisation, avec les jeunes, dans les périphéries des villes où les tensions sociales sont les plus fortes. La violence à l'encontre des femmes a été abordée avec différentes organisations alors que les violences, abus et maltraitance sont croissants depuis 2011 dans l'espace public et en milieu familial.

Partenaire du Conseil supérieur de l'Audiovisuel Wallonie-Bruxelles, la HAICA, régulateur tunisien de l'audiovisuel, travaille également à contrer le discours de haine dans les médias. Un projet conjoint est mené sur la représentation des femmes dans la production audiovisuelle et devrait être poursuivi ainsi que d'autres collaborations envisagées sur les missions de régulation audiovisuelle.

Dans le courant de l'année 2018, la prochaine commission mixte bilatérale examinera les perspectives envisagées et les modalités des engagements pris de part et d'autre.

*Rudy Demotte, Ministre-Président de la Fédération Wallonie-Bruxelles et Youssef Chahed, Chef du Gouvernement Tunisien*



# 1<sup>re</sup> Conférence commune entre les Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) et Association des Ombudsmans et Médiateurs de la Francophonie (AOMF)

« **Parlementaires et médiateurs, acteurs de la bonne gouvernance** »  
Tunis, 23-24 novembre 2017

Cette initiative originale lancée par Marc Bertrand, médiateur de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles et président de l'AOMF, part du constat paradoxal que les médiateurs de la Francophonie n'aient aucune coopération avec l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), alors même que dans bon nombre d'États, les médiateurs et ombudsmans sont constitutionnellement ou légalement liés aux institutions parlementaires. Au-delà des textes légaux, c'est un fait établi dans le cadre de la procédure de désignation du médiateur ou encore par le dépôt du rapport annuel aux parlementaires. Ce n'est donc pas par hasard que cette première conférence commune s'est tenue à Tunis en novembre dernier, devant une soixantaine de parlementaires et médiateurs de la Francophonie, avec le soutien de l'UE et du Conseil de l'Europe.

Introduite par Mohamed Ennaceur et Philippe Courard, présidents des assemblées parlementaires tunisiennes et de la Fédération Wallonie-Bruxelles, la conférence a porté sur la réalité des relations de coopération entre les parlements et les médiateurs, au travers de situations nationales parfois fort différentes. Il s'agissait de permettre aux parlementaires de mieux appréhender les contours de la fonction de médiateur, non seulement comme institution chargée de contribuer à la solution des différends qui opposent les citoyens à l'administration, mais aussi comme institution formulant des recommandations pour améliorer le fonctionnement des services publics. Et de renforcer par conséquent la confiance des citoyens dans leur administration.

Cette conférence a également permis de comprendre comment les institutions de médiation ont évolué ces dernières années comme défenseur des droits. L'autre enjeu de la rencontre a été de permettre aux médiateurs de la francophonie de comprendre l'intérêt d'un renforcement de la coopération avec la représentation nationale de leurs pays. Le médiateur est indépendant, neutre et impartial, mais il pourrait être davantage reconnu comme partenaire du parlement lorsqu'il exerce son rôle de contrôle de l'action du pouvoir exécutif, l'action du gouvernement.

C'est aussi le message qu'a porté le médiateur administratif tunisien, Abdessattar Ben Moussa, en plaidant pour une véritable collaboration entre son institution et l'Assemblée des Représentants du Peuple (ARP). Ainsi, dans une perspective de meilleure gouvernance, les rapports du médiateur devraient être examinés par l'ARP. La qualité et l'efficacité des lois et services rendus aux citoyens pourraient être améliorés suite aux recomman-



De gauche à droite : Marc Bertrand, Président AOMF et médiateur de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Mohamed Ennaceur, Président de l'Assemblée des Représentants du Peuple, Abdessattar Ben Moussa, médiateur de la République, Philippe Courard, Président du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

dations et observations du médiateur tirées des dossiers qui lui ont été soumis.

Face à une érosion continue de la confiance des citoyens dans les institutions, le président Courard a souligné qu'une démocratie ne pouvait fonctionner convenablement que si elle est perçue comme étant pleinement légitime. Le médiateur a pour mission de rechercher une solution à un fonctionnement de l'administration considéré comme inadéquat – et non pas forcément illégal – en exerçant une compétence consultative et non contraignante. Si le médiateur identifie des pratiques illégales et cherche à les voir corrigées, le juge, par contre, lorsqu'il est appelé à se prononcer sur une décision de portée individuelle, prononce une décision, qui juridiquement, ne profitera pas aux autres administrés se trouvant dans une situation similaire.

Dès lors, au départ d'une plainte individuelle, le médiateur cherchera à convaincre l'administration de renoncer à la pratique (illégale ou problématique), pas seulement au bénéfice du plaignant, mais aussi de tous ceux qui se trouvent dans une situation similaire. Par sa fonction de médiation, le médiateur à la fois résout, vis-à-vis du plaignant, et prévient, vis-à-vis des autres administrés potentiellement concernés, un volume significatif de situations contentieuses nées ou à venir.

Le médiateur n'a pas pour mission « *d'imputer des responsabilités ou de constater des fautes, mais de suggérer des solutions* ». Cela étant, outre la réconciliation entre le citoyen et l'administration, le médiateur formule un ensemble de recommandations qu'il adresse aux administrations concernées, mais aussi aux responsables politiques lorsque des modifications législatives ou réglementaires pourraient contribuer à supprimer des dysfonctionnements constatés.

En ce sens, pour reprendre la formule du conseil d'Etat belge, « *les médiateurs institutionnels sont, en réalité, non pas des autorités administratives, mais constituent une autorité quasi parlementaire qui exerce des activités collatérales* ». Dans cette perspective, le médiateur peut ainsi éclairer et inspirer le législateur dans l'exercice de son mandat.

L'AOMF regroupe aujourd'hui 51 institutions de médiation, sous des titres et statuts divers, dans les pays francophones. Elle soutient le renforcement des institutions au sein de leur État respectif, notamment en donnant des avis, en rédigeant un guide de déontologie et met

en œuvre des programmes d'accompagnement des institutions membres. L'AOMF promeut aussi les droits des enfants. L'institution de médiation dispose de pouvoirs spécifiques en matière de droits de l'Homme dans l'espace francophone. La déclaration du Sommet de la Francophonie à Bamako confère à l'OIF des pouvoirs qui lui permettent d'assurer une observation permanente de la situation des droits fondamentaux et de la démocratie et de réagir à certaines situations de crise politique. Ainsi, les médiateurs pourraient apporter une contribution valorisante à l'alerte précoce et à la prévention des conflits. Ils jouent un rôle dans la protection des droits et des libertés fondamentales des citoyens et entendent à « *veiller au respect universel et inaliénable des droits de l'Homme* ».

## Mission du Conseil Wallonie-Bruxelles de la Coopération internationale en Tunisie

Organe consultatif des gouvernements wallons et de la Fédération Wallonie-Bruxelles, le conseil Wallonie-Bruxelles de la coopération internationale entendait mener une première mission internationale dans un pays partenaire des entités fédérées belges francophones. Ce faisant, la mission a formulé des recommandations autour d'un soutien accru à la consolidation des capacités démocratiques et à la société civile tunisienne.

Pays partenaire au statut renforcé depuis 2011 dans le cadre de nos relations bilatérales, la Tunisie a été choisie pour ce premier exercice d'information et d'évaluation sur le « terrain ». Menée en octobre dernier, cette mission a coïncidé avec la fin de la deuxième année de la programmation courante (2016-18) et le début d'un processus évaluatif de notre coopération en vue des orientations nouvelles ou courantes à confirmer dans la perspective de la VIIe programmation.

L'évolution des droits et rôles des femmes dans la société tunisienne, les libertés et droits humains, le rôle des médias, la démocratie locale, les droits économiques et sociaux ainsi que la toile de fond de la situation politique et socio-économique de la Tunisie ont été développés lors des différentes rencontres. Le programme de visites a porté sur une quinzaine de rencontres in situ. Outre deux ministères, deux syndicats interprofessionnels, le patronat, les milieux diplomatiques et le syndicat des journalistes, toutes les rencontres ont été assurées avec des ONG reconnues pour leur action thématique.

Les organisations féminines ont été rencontrées autour des objectifs poursuivis en Tunisie en matière de « leadership » des femmes dans la vie politique et publique et dans l'économie.

Le Centre de Recherches, d'Études, de Documentation et d'Information sur la Femme (CREDIF) est notamment l'auteur d'une importante étude, première au Maghreb, sur la violence à l'encontre de la femme dans l'espace public et a joué un rôle important dans la rédaction de la nouvelle loi dite organique (ou « intégrale ») sur la violence à l'encontre des femmes, loi révolutionnaire adoptée à l'unanimité par l'Assemblée des représentants du

peuple fin juillet 2017. L'adoption de celle-ci devra être accompagnée par des dispositifs de formation, de plaidoyer et d'évaluation du rôle des différentes parties prenantes dans la société tunisienne.

Avec d'autres organisations, l'Association des Femmes tunisiennes pour la Recherche et le Développement (AFTURD) s'est fortement impliquée dans l'élaboration de la Constitution de 2014 et de textes législatifs relatifs à la situation des femmes et la participation citoyenne. L'AFTURD gère également un des premiers centres d'accueil de femmes ouverts ces 2 dernières années en Tunisie. Outre l'accueil de femmes victimes de violences, ce centre a pour priorité de favoriser l'autonomisation sociale et l'insertion professionnelle. Avec les représentantes de l'Office national de la Famille et de la Population (ONFP) et du syndicat majoritaire UGTT, les questions de lutte contre les discriminations (levées des réserves tunisiennes à la convention CEDAW) ont été abordées au sujet de la fin souhaitée des contradictions persistantes qui affectent les textes légaux avec la constitution et les engagements internationaux de la Tunisie.

La Ligue des Électrices tunisiennes (LET) a porté la question de la violence politique exercée à l'encontre des femmes dans la loi organique récemment adoptée en vue d'accompagner la mise en œuvre de la nouvelle loi électorale (2016) qui consacre la parité verticale/horizontale des femmes sur les listes électorales. Avec l'Association tunisienne des Femmes démocrates (ATFD) et Femmes et leadership, la LET assure un monitoring régulier de l'état de mobilisation des femmes dans la vie publique. Il est relevé une large ignorance, indifférence ou désaffection au sujet du débat démocratique et des enjeux électoraux à venir (2 femmes sur trois en milieu rural reconnaissent tout ignorer des prochaines élections municipales).

Le programme national de promotion de l'égalité du ministère de la Femme et de l'Enfance développe 3 axes de travail : l'approche genre dans les budgets et les outils statistiques ; la mise en place d'une plateforme fédératrice autour de l'autonomisation publique et privée des femmes ; la lutte contre les violences. Le délégué général à la protection de l'enfance a rappelé la bonne expérience de coopération précédente avec le délégué aux droits de l'enfant de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Le Syndicat national des journalistes tunisien (SNJT) a rappelé les contacts établis avec le conseil Wallonie-Bruxelles de déontologie et le référent qu'il représente pour la profession en Tunisie (avis partagé par la HAICA). Il regroupe 90% des 1.700 journalistes professionnels et assure une participation dans les instances constitutionnelles. Les questions critiques qui mobilisent la profession sont : l'emploi et la précarité du statut, la numérisation de la presse, l'éducation aux médias, la déontologie face aux nombreuses dérives et instrumentalisation des médias. Les garanties légales de la profession existent, mais se heurtent à la persistance de pratiques étendues sous l'ancien régime.

Avec une réunion élargie au siège du Réseau EuroMed des Droits de l'homme, il a été démontré l'étroite intrication entre la promotion des droits économiques et sociaux et la défense collective ou individuelle des droits

humains mis en avant depuis 2011. Cette réunion avait réuni tant des organisations des droits humains (LTDH, INPT) que des organisations plus connues pour leur engagement social (FTDES, le syndicat CGTT...).

Au sujet de l'ALECA (Accord de libre-échange complet et approfondi) avec l'UE, il est rappelé l'importance du principe de négociations transparentes, une approche inclusive de toutes les parties prenantes, une évaluation permanente et conduite d'études d'impacts sociaux et environnementaux d'accords envisagés avec des pays émergents.

Au ministère des Affaires sociales, un tour d'horizon rapide est fait des projets en cours ou en perspective. Deux sujets d'intérêt en perspective : le soutien à des projets d'économie sociale et solidaire (ESS) ; la migration tunisienne (sujet d'actualité récurrente envers l'UE) avec une diaspora représentant 12% de la population tunisienne, dont les trois quarts en Europe.

La rencontre avec l'UGTT a permis de faire un tour d'horizon synthétique, mais complet des préoccupations du premier syndicat tunisien. Si la transition démocratique est réussie au plan politique, l'échec reste économique : la Tunisie reste divisée entre sa côte et son intérieur et minée par l'absence d'investissement public, privé et international (faible emploi des jeunes en région, absence de valeur ajoutée locale, nécessité de développer l'économie sociale et rôle imputé à l'État en l'absence d'activité privée...). Avec l'organisation patronale UTICA, 4 thèmes restent à mettre en œuvre : la protection sociale, le dialogue social à institutionnaliser, le droit du travail à améliorer, le développement régional.

En matière de recommandations générales, aux côtés de recommandations thématiques sur la coopération avec la Tunisie, le CWBCI préconise notamment de :

- veiller à la cohérence de l'ensemble des politiques mises en œuvre avec et à l'égard de la Tunisie de manière à ce que ces politiques, notamment la politique commerciale, ne porte pas préjudice à la politique de coopération au développement, mais au contraire la renforce ;
- articuler les domaines d'action entre les projets de coopération au développement et privilégier des partenariats à haute densité relationnelle.

## Le nouveau gouvernement en Wallonie

Le parlement de Wallonie a voté le 28 juillet dernier la motion de méfiance constructive déposée contre le gouvernement. À l'issue du vote, sept nouveaux ministres ont prêté serment. Ils composent désormais le gouvernement wallon, et ce jusque la fin de la législature en juin 2019. Le nouveau gouvernement wallon est fondé sur une coalition entre libéraux (Mouvement réformateur) et humanistes (Centre démocrate humaniste). En tant que ministre-président, Willy Borsus assure la coordination de la politique du gouvernement ainsi que les relations internationales, en ce compris les relations avec les institutions européennes et la coopération au développement. Cette compétence internationale est exercée conjointement avec son homologue, Rudy



*Le Gouvernement wallon sur le perron de l'Elysette à Namur en juillet 2017*

Demotte, ministre-président de la Fédération Wallonie-Bruxelles, en matière de coordination des politiques internationales des deux entités fédérées francophones. Willy Borsus succède au socialiste Paul Magnette, lequel, avec les gouvernements des entités fédérées francophones, avait adopté une position critique marquante sur un certain nombre d'enjeux lors des négociations du traité de libre-échange CETA entre l'UE et le Canada.

## Élections municipales le 6 mai en Tunisie

Leur organisation était reportée à plusieurs reprises depuis 2016 pour se tenir ce 6 mai dans les 350 municipalités que compte la Tunisie aujourd'hui. Il s'agit d'un rendez-vous doublement essentiel afin de conforter la transition démocratique tunisienne et d'ouvrir l'important chantier de la décentralisation afin de relayer la démocratie représentative à l'échelle locale. Ce premier scrutin démocratique à l'échelon local devrait être organisé suivant le nouveau code des collectivités locales qui reste encore à adopter par l'Assemblée des représentants du peuple avant la fin mars. La loi électorale appliquée consacre la pleine parité verticale (par liste) et horizontale (en tête des listes déposées par un même parti dans plusieurs circonscriptions électorales) entre les femmes et les hommes. Ainsi que présentés plus loin, la Fédération Wallonie-Bruxelles soutient deux projets relatifs à la participation des femmes à ces élections.



## Un nouvel élan bilatéral dans l'Enseignement supérieur, Recherche, Innovation (ESRI)

Il s'agit du grand chantier de la programmation en cours (2016-18) de Wallonie-Bruxelles avec la Tunisie, ainsi qu'un axe majeur en développement pour les années à venir.

À la suite de la commission mixte de 2015, il a été décidé d'impulser une approche plus structurante et cohérente à la coopération Enseignement supérieur et Recherche (ESR) et de conclure, à terme, un accord-cadre sectoriel en vue de favoriser de nouveaux développements : approfondissement de la coopération bilatérale et orientation de projets vers les programmes et réseaux multilatéraux de l'UE, mais aussi de l'Agence universitaire de la francophonie (AUF). Il s'agit d'un nouveau chantier prioritaire dans lesquels les échanges en 2016 et 2017 ont été nombreux, avec différentes visites ministérielles (voir par ailleurs), une première mission de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur (ARES) à Tunis et les échanges réguliers entre universités en particulier (cf. infra projets sectoriels). Les moyens de cofinancement devraient être examinés de part et d'autre avec un fort potentiel démultiplicateur, au plan quantitatif et qualitatif.

En ce qui concerne l'UE, la Tunisie est devenue « associée » au programme Horizon 2020, ce qui l'intègre à la gouvernance du programme, au même titre que les 28 états membres, et en capacité de piloter des projets. Après 2 années d'association, la Tunisie a démontré une participation marquante à une quarantaine de projets du programme. Pour sa part, l'AUF a fait de la Tunisie un pays prioritaire en matière de gouvernance, formation, recherche et d'innovation.

## Pour une coopération scientifique bilatérale accrue

En vue d'approfondir davantage une coopération académique et scientifique, il a été convenu de tracer une vision stratégique de coopération avec une attention accrue à la coopération multilatérale.

En matière d'enseignement supérieur, il a été convenu :

- d'encourager la conclusion de nouveaux accords de partenariat entre les universités tunisiennes et belges francophones pour construire et développer des parcours conduisant à des doubles diplômes, et de réfléchir à de nouvelles dispositions de nature à faciliter la mobilité, dans les deux sens, des étudiants, enseignants et chercheurs ;

- de renforcer les échanges et les concertations entre les autorités et les institutions universitaires en particulier autour des thématiques de la modernisation des institutions universitaires, de la rénovation du contenu des programmes, de la gouvernance et du partenariat avec l'environnement économique et social ;

- d'œuvrer pour une meilleure participation conjointe des universités dans les appels à projets, notamment dans le cadre du programme européen Erasmus Plus où les moyens mobilisés en faveur de la Tunisie ont été fortement augmentés depuis 2016.

En matière de recherche scientifique et d'innovation, les parties ont entendu favoriser :

- le rapprochement des structures de recherche, technopoles, pépinières d'entreprises et infrastructures de transfert technologique par l'élaboration de projets et de programmes communs ;

- le développement de la coopération dans le domaine de la valorisation des résultats de la recherche, notamment avec les administrations de la recherche, les points focaux du programme-cadre Horizon 2020...

- la participation conjointe des structures de recherche et d'innovation aux appels d'Horizon 2020 et de la coordination au niveau des structures de gouvernance dudit programme.

La programmation bilatérale 2016-18 représente un jalon important dans cette direction avec une bonne moitié des projets (16 sur 27) qui relèvent des objectifs de développement de l'enseignement universitaire et de la recherche scientifique, en s'appuyant déjà sur un riche patrimoine fondé, dans certains cas, sur des partenariats de plus de 20 ans.

## Vers un accord-cadre de coopération en ESRI

L'historique de coopération académique et scientifique Wallonie-Bruxelles avec la Tunisie est déjà solide. De nouvelles opportunités de coopération se présentent depuis 2011 et 2015 avec l'adoption d'un vaste plan de réforme de l'ESR en cours de mise en œuvre. La Tunisie cherche à diversifier sa coopération ESR en Europe et au sein de l'espace francophone.

De nombreux partenariats bilatéraux existent entre structures, enseignants, chercheurs, du fait notamment du partage de la langue française, de la présence d'une importante diaspora tunisienne en Europe, en Wallonie et à Bruxelles, des instruments de coopération bilatérale développés par WBI, de la dynamique euro-méditerranéenne et des programmes UE favorables aux échanges. Les conventions interuniversitaires existent avec pratiquement toutes les universités et certaines hautes écoles de Wallonie-Bruxelles et portent sur les relations institutionnelles, l'encadrement de cotutelles, les mobilités des étudiants, enseignants et chercheurs.

## Rencontre entre le ministre-président de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Rudy Demotte, et le ministre ESR Slim Khalbous

La Tunisie dispose d'un enseignement supérieur et de recherche (ESR) de qualité et reconnue internationalement malgré les défis structurels (gouvernance, adéquation de l'enseignement avec les perspectives d'employabilité, financement...). La Tunisie joue un rôle moteur au sein du Maghreb, mais également au sein de la francophonie africaine et plus largement dans le monde arabe.



- Souhait des autorités ESR et des universités d'une diversification de la coopération internationale. La Wallonie et la Fédération Wallonie-Bruxelles constituent des partenaires importants de par l'excellence de leur enseignement supérieur et recherche, la francophonie partagée, la situation géographique au cœur de l'Europe, etc. Des collaborations de qualité et appréciées ont déjà été développées. À noter ainsi que, sur une sélection à partir de 43 projets déposés en commission mixte, la programmation courante 2016-18 avec la Tunisie comprend plus de 50 % de projets en ESR (16 sur 27), lesquels portent dans les domaines des sciences sociales et humaines, des sciences appliquées, ingénierie et de la santé. Le budget annuel moyen mobilisé par WBI en cofinancement approche les 200.000€, en complément des contreparties tunisiennes et de l'apport humain et financier les universités belges.

- Principaux défis auxquels l'enseignement supérieur et la recherche font face en Tunisie :

- La gouvernance du système et des établissements d'enseignement supérieur doit être profondément réformée afin notamment d'accroître l'autonomie des

établissements, de favoriser la coopération entre établissements tunisiens et leurs partenaires régionaux et internationaux.

- Les perspectives de carrière des chercheurs restent limitées en Tunisie, situation qui se traduit par un taux élevé de docteurs sans emploi, en particulier les femmes doctores. Le monde de l'ESR tunisien exprime son intérêt à l'égard des mécanismes de valorisation en FW-B (en particulier les bureaux de transfert technologie, le réseau LIEU et la plateforme SynHera, les pôles de compétitivité, etc.). Les établissements d'enseignement supérieur souhaitent également accroître les opportunités de cotutelles de thèse.

- La formation des formateurs constitue un défi important pour l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur, du fait essentiellement du souhait de renforcer l'expertise dans le domaine des sciences de l'éducation.

- La participation de la Tunisie aux programmes de l'Union européenne (UE) «Horizon 2020» et «Erasmus+», et plus généralement la priorité accordée à la Tunisie par l'UE dans sa politique de voisinage, offrent des opportunités majeures dans le renforcement de la coopération académique et scientifique avec Wallonie-Bruxelles.

## La « feuille de route » en développement entre le Ministère ESR tunisien, WBI et l'ARES

La Déclaration commune de renforcement de la coopération académique et scientifique signée lors de la visite de R. Demotte à Tunis en février 2017 acte le processus en cours et ses objectifs sur le moyen-long terme. La feuille de route entend, elle, apporter une première suite opérationnelle aux enseignements communs tirés de la mission de l'ARES en Tunisie en septembre 2016.

*Mission ARES accueillie par le Président de l'Université de Tunis El Manar, Fethi SELLAOUTI*



Elle porte sur 3 axes agrégés :

- Le renforcement des capacités et le développement des compétences par la formation et la recherche : formation des formateurs; métiers d'interface entre la recherche et l'industrie; bonnes pratiques en matière d'autonomie des universités et ouverture sur son environnement économique et social.
- Les programmes et projets de recherche - développement : le contact direct entre chercheurs à travers des projets et activités scientifiques bénéficiant d'une dotation financière importante et favorisant l'excellence scientifique en vue de rapprocher les communautés scientifiques des deux pays et identifier des passerelles entre ces coopérations bilatérales et celles de l'Union Européenne et de la Francophonie.
- Les politiques d'innovation, de valorisation et de transfert technologique par l'échange des expériences et des meilleures pratiques et l'implémentation d'outils de pilotage et de gestion du système national d'innovation.

L'année 2018 devra clarifier la mise en œuvre opérationnelle des priorités suite à la tenue des Assises ESR en Tunisie en décembre dernier. Aussi, les élections des nouvelles autorités universitaires tunisiennes permettront à celles-ci d'envisager les perspectives de coopération internationale dans un cadre institutionnel a priori stabilisé.

Avec les différents protagonistes tunisiens et belges de l'ESRI, il conviendra d'appuyer la feuille de route de coopération avec des rendez-vous sectoriels et thématiques qui répondent aux intérêts communs. Un travail d'identification est en cours autour de rencontres internationales de programmes et instruments de l'UE, de l'espace francophone de l'innovation (FINNOV) et des pôles de compétitivité de la Wallonie. Un travail d'évaluation et de prospective sera mené en 2018 et devant conduire au renforcement de l'ESRI dans la nouvelle programmation de coopération bilatérale 2019-23.

## Vers un espace francophone de la valorisation de la recherche

Les partenaires du Réseau LIEU (Wallonie-Bruxelles), CURIE (France) et Les BLEUS (Québec) entendent capitaliser sur les collaborations existantes pour mettre en place un espace francophone de la valorisation en partenariat avec les pays du Maghreb et du sud.

L'espace francophone de la valorisation aura comme objectif de développer l'impact de la recherche académique au bénéfice de la société, des communautés locales et régionales et de répondre à des défis sociaux, culturels, économiques environnementaux et de santé des populations.

Quatre axes sont envisagés : la professionnalisation et échanges de bonnes pratiques; la mobilisation des connaissances; l'organisation des sessions de formations en ligne (ouvertes et à distance); le transfert des connaissances. Les actions porteront notamment sur la promotion du réseau de l'espace francophone de la va-

lorisation (visibilité accrue des technologies et outils de recherche développés dans les pays francophones) et les missions d'accompagnement à la structuration dans les pays d'accueil (accueil des personnels dans les structures de transfert pour des échanges de bonnes pratiques in situ)...

Une réunion de l'innovation francophone se tiendra ainsi en marge du prochain Congrès ASTP-PROTON à Liège (23-25 mai 2018). Une délégation tunisienne y participera.

## Le Fonds de mobilité Maghreb de Wallonie-Bruxelles international

Wallonie-Bruxelles International a lancé en décembre 2017 un fonds d'aide à la mobilité en matière d'enseignement supérieur et de recherche avec le Maghreb en soutien aux membres du personnel des institutions d'enseignement supérieur et de recherche de la Fédération Wallonie-Bruxelles et du Maghreb. L'objectif général de ce nouveau fonds consiste à soutenir l'émergence de nouvelles collaborations favorables à leur développement international. Les principes qui régissent les modalités de prise en charge des mobilités à l'accueil en Fédération Wallonie-Bruxelles sont ceux qui ont été convenus en commission mixte (prises en charge paritaires) avec les pays partenaires concernés.

Ce fonds de mobilité concerne les membres du personnel des établissements d'enseignement supérieur et de recherche (EESR) :

- de la Fédération Wallonie-Bruxelles en direction d'un ou plusieurs EESR du Maghreb;
- du Maghreb en direction d'un ou plusieurs EESR de la Fédération Wallonie-Bruxelles en vue de favoriser une relation partenariale sur le moyen-long terme, conformément aux objectifs de coopération académique et scientifique envisagés ou en voie de réalisation avec les pays partenaires.

Il vise les types de missions suivantes :

- enseignement, recherche et innovation; la participation à un programme de collaboration bilatérale ou multilatérale avec des partenaires de la région; la mise en place de projets susceptibles de bénéficier de financements européens et internationaux; les projets de valorisation et de transfert technologique.

Le fonds est ouvert aux pays partenaires de Wallonie-Bruxelles International. Les institutions partenaires seront accréditées par les autorités compétentes nationales de la Tunisie, du Maroc et de l'Algérie. Outre les avis remis par les administrations compétentes et l'intérêt réciproque des partenaires, les critères de sélection se fonderont sur le caractère novateur du projet, l'effet multiplicateur potentiel (résultats, accès aux réseaux et financements internationaux...), l'effet de valorisation du projet en matière économique, industrielle ou sociétale.

## **Le service-conseil de la Délégation à Tunis aux étudiants et chercheurs tunisiens et leur présence dans les universités et hautes écoles de la Fédération Wallonie-Bruxelles**

La Délégation Wallonie-Bruxelles à Tunis assure depuis une vingtaine d'années une information complète et de proximité sur les études supérieures des universités et hautes écoles belges francophones. Elle accueille ainsi plusieurs centaines de candidats étudiants par an. Elle assure la présentation de l'organisation générale de l'enseignement supérieur belge, les conditions d'admission et d'équivalence, les frais d'études et de séjour ainsi que les conditions spécifiques d'accès aux établissements supérieurs (université, haute école, école supérieure artistique).

Ce service de la Délégation répond à la demande d'informations sans cesse croissante des étudiants tunisiens et de leur intérêt à entamer ou à poursuivre leurs études supérieures en Belgique.

Le nombre de consultants accueillis aux séances d'informations à la Délégation (une moyenne de 400 consultations annuelles) et celui des étudiants tunisiens effectivement inscrits en Wallonie et à Bruxelles donnent à constater l'intérêt soutenu des étudiants et chercheurs tunisiens pour l'enseignement supérieur belge francophone et la diversité des disciplines et diplômes que celui-ci offre.

Depuis 2010, quelque 500 consultants de la Délégation ont été enregistrés à partir de la Tunisie dans un établissement de l'enseignement supérieur Wallonie-Bruxelles, soit une moyenne d'une septantaine d'inscrits par année académique sur une moyenne de près de 200 étudiants tunisiens inscrits ces dernières années dans une licence ou dans un master universitaire ou d'une haute école. Au surplus, une soixantaine de doctorants tunisiens sont inscrits chaque année dans un projet de thèse poursuivi dans une université de Wallonie-Bruxelles. Il est ainsi constaté ces dernières années une nette progression de la présence des doctorants tunisiens. Une partie d'entre eux sont financés par les bourses en alternance octroyées par le ministère tunisien ESR. La programmation de coopération bilatérale (2016-18) permet aussi d'assurer la prise en charge de doctorats dans le cadre de l'exécution d'un projet de recherche (cf infra).

Les étudiants et chercheurs tunisiens sont répartis dans tous les domaines d'études, aussi bien fondamentales qu'appliquées, à tous les niveaux d'études, aussi bien en sciences sociales et humaines et qu'en santé et médecine, mais avec une préférence marquée pour les sciences et études techniques. Les hautes écoles représentent les destinations principales des étudiants tunisiens en Belgique.

## **Les bourses d'excellence IN. WALLONIA**

Depuis Septembre 2008, Wallonie-Bruxelles International a mis en place un programme de bourses d'excellence en soutien à la mobilité des chercheurs à travers le monde. Il prévoit l'octroi de deux types de bourses d'excellence :

-Les bourses d'excellence IN.WBI au profit de chercheurs étrangers de niveau exclusivement postdoctoral accueillis par des universités de la FWB ([www.wbi.be/fr/service/obtenir-bourse-dexcellence](http://www.wbi.be/fr/service/obtenir-bourse-dexcellence)). Elles sont de courte durée (1 à 3 mois) et de longue durée (1 an minimum). Pour l'année académique 2017-18, 3 bourses d'excellence ont été octroyées à des chercheurs tunisiens dans le cadre de la poursuite de leurs études doctorales (1) dans le domaine des sciences pharmaceutique et biomédical et postdoctorales (2) dans les domaines respectifs des sciences bio-ingénierie génétique et micro-systèmes électroniques.

- Les bourses d'excellence WBI.World au profit de diplômés de niveau Master2 et chercheurs belges pour poursuivre un programme doctoral ou post doctoral dans les institutions étrangères renommées. (Plus d'infos [www.wbi.be/fr/wbi-world](http://www.wbi.be/fr/wbi-world)). Cette formule de bourse permet également à de jeunes chercheurs belges de poursuivre leurs projets universitaires en Tunisie.

## **Wallonie-Bruxelles Campus**

WB Campus publie une brochure d'informations pratiques à l'intention des étudiants souhaitant s'inscrire, exclusivement, dans un programme de Master ou de doctorat dans les établissements supérieurs de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Une version PDF est téléchargeable sur le site internet WB Campus : [www.studyinbelgium.be](http://www.studyinbelgium.be)



## Valorisation des agro-ressources végétales typiques des régions arides et semi-arides

École Nationale d'Ingénieurs de Sfax/  
Université de Liège – Gembloux Agro Bio Tech

Ce projet est orienté essentiellement vers l'étude des potentialités de valorisation de certaines agro-ressources végétales produites et/ou consommées en Tunisie par l'extraction et la caractérisation de composants à haute valeur ajoutée tels que les huiles non conventionnelles, les fibres, les protéines et les antioxydants et le développement de nouveaux produits fonctionnels et nutritifs. Les résultats obtenus en 2017 ont été largement valorisés à travers des publications scientifiques dans des revues internationales et, pour la première fois, trois brevets ont été enregistrés. 5 docteur et doctorantes de l'ENIS ont effectué des séjours de recherche durant toute l'année à Agro-Bio Tech à Gembloux et Liège.

Les 5e Journées scientifiques de l'Agro-Alimentaire (JSAA-2017) ont été organisées à Sousse en mars 2017 par l'Association méditerranéenne des Industries Agro-alimentaires (AMIAA) en collaboration avec le laboratoire Analyse Valorisation et Sécurité des Aliments de l'ENIS et le partenaire belge. Les 6e journées JSAA 2018 seront conjointement organisées du 18 au 21 mars 2018.

## Impact du réchauffement climatique sur le synchronisme entre ravageurs des cultures et leurs ennemis naturels

Institut National Agronomique de Tunisie/  
UCL – Earth and Life science Institute –  
Centre de recherche sur la biodiversité

Le projet est focalisé sur le contrôle de quelques ravageurs clés (les pucerons, les acariens phytophages, les cicadelles et les papillons nuisibles en vergers d'agrumes et cultures de tomate) par des lâchers inondatifs d'hyménoptères parasitoïdes et de prédateurs insectes et acariens dans un contexte de changement climatique. En plus des cultures de tomates et d'agrumes, l'étude sera élargie à la pomoculture. Des approches nouvelles sont appliquées à l'étude des bactéries symbiotiques présentes chez les pucerons. Elles font l'objet d'une première publication. Il s'agit aussi de prédire les associations ravageurs – ennemis naturels les plus susceptibles

d'être affectées par les changements climatiques via une perte de synchronisme, sous la forme d'un indice de Risque d'Altération (IRA).

Les différentes expériences en cours donnent lieu à des publications communes et à l'encadrement de thèses de doctorat à l'INAT et à l'UCL.

## Implication de l'acide salicylique dans les interactions entre polyamines et l'éthylène dans la tomate exposée à la toxicité saline

Université de Tunis El Manar/Université Catholique de Louvain

Les travaux menés dans ce projet ouvrent des perspectives scientifiques et agronomiques en faveur de l'agriculture tunisienne. La salinisation des sols constitue l'un des facteurs majeurs de la baisse de la productivité agricole dans le monde. Les sels présents dans les sols et dans les eaux d'irrigation perturbent la germination des graines, affectent la croissance des plantules et réduisent par conséquent la production des cultures. En région méditerranéenne, la salinité constitue une contrainte dans beaucoup de périmètres de grandes cultures où la qualité de l'eau joue un rôle majeur et où la recherche de plantes adaptées à des seuils élevés de salinité devient un impératif pour la production agricole. Le problème de salinité touche notamment la culture de tomate, une plante importante pour l'économie de la Tunisie.

Les deux partenaires ont mis en évidence que les hormones comme l'acide salicylique, l'éthylène et les polyamines interviendraient dans la résistance de la tomate à la salinité.

Outre la soutenance d'une thèse sur le sujet fin 2016, plusieurs publications communes ont été produites en 2017 et d'autres sont en cours de rédaction en vue d'être soumises à des revues scientifiques internationales.

## Soutien à la gouvernance de la ressource en eau sur le bassin versant de la Medjerda

ANPE (Agence Nationale de Protection de l'Environnement)/  
Université de Liège – Aquapôle

La préservation et la gestion des ressources en eau restent plus que jamais une priorité natio-

Présentation de l'Oued  
Joumine par Amira  
Boukari, doctorante en  
cotutelle INAT-ULg





*Gestion des eaux dans un contexte de stress hydrique structurel en Tunisie*

nale de la Tunisie face à l'épuisement des ressources et aux menaces de changement climatique qui frappent la région. La mission d'appui-formation en Tunisie en mai 2017 a permis de poursuivre la formation continuée des agents de l'ANPE relativement au modèle et à la méthodologie PEGOPERA; assurer une deuxième formation aux bio-indicateurs et à leur utilisation dans le contexte tunisien; renforcer les échanges scientifiques et académiques et d'encadrer des étudiantes de l'INAT sur le suivi des milieux (via l'étude des macro-invertébrés). La mission d'appui-formation de novembre comprenait l'organisation d'un deuxième atelier thématique régional d'information et de consultation. Cet atelier sur la gestion intégrée et participative des ressources en eau et des milieux hydriques a impliqué les acteurs locaux des gouvernorats du nord-ouest de la Tunisie, en vue de la mise en place d'une conférence annuelle sur la Medjerda. Une troisième formation aux bio-indicateurs a été donnée sur leur utilisation dans le bassin d'oued Medjerda dont une démonstration des principes généraux de l'échantillonnage des macro-invertébrés aquatiques (sur sites). Une articulation des activités du projet se développe aussi avec l'Université d'Annaba en Algérie, ce qui présente une opportunité efficace de coopération trilatérale avec la Tunisie et l'Algérie appuyée par WBI.

## **Adaptation de la gestion en eau du bassin versant de la Medjerda aux défis des changements climatiques**

**École Supérieure des Ingénieurs de l'Équipement rural/Université Catholique de Louvain : Pôle Sciences de l'environnement**

Le projet est approprié au contexte de la rareté des ressources en eau en Tunisie et cadre bien avec les orientations du pays pour une gestion des contraintes du chan-

gement climatique. Il consiste à réduire les incertitudes associées aux impacts du changement climatique sur l'hydrologie de la Medjerda et de renforcer les capacités des formateurs, des parties prenantes et de la société civile dans la gestion intégrée et durable des ressources en eau. 4 objectifs opérationnels couvrent la consolidation de la base de données hydrologique de la Medjerda, l'évaluation des stratégies d'utilisation des terres et/ou de gestion intégrée du bassin, la réalisation des modules de formation des programmes de master UCL, ESIER et FST par les enseignants tunisiens en Belgique et par les professeurs belges en Tunisie et l'organisation des journées annuelles de la Medjerda. Six doctorats afférents à ces objectifs sont en cours.

Ce projet offre également une opportunité de coopération trilatérale avec l'Université d'Annaba.

## **Amélioration des eaux usées traitées et des boues d'épuration en agriculture**

**INAT (Institut National Agronomique de Tunisie)/Université de Liège- Gembloux Agro Bio Tech**

La stratégie nationale en matière de gestion durable et rationnelle des ressources en eaux porte également sur la mobilisation des eaux usées traitées. L'un des objectifs clés du projet est l'amélioration de la valorisation des eaux usées en irrigation dans des périmètres irrigués de l'Ariana.

Le projet développé par l'INAT comprend entre autres la mise au point d'un système aquaponique réalisé à l'Unité de Recherche Ecosystèmes et Ressources aquatiques à l'INAT, différentes initiatives de gestion locale de l'eau, la participation au programme de reboisement de la forêt de Sidi Amor avec les eaux usées traitées par le projet pilote, la mise en place d'une parcelle expérimentale pour la culture du rosier et du géranium, les expérimentations hors sol pour la culture du coton-



*Essais de culture en pots du cotonnier au GDA Sidi Amor*

nier... Les différentes activités ont été valorisées dans le cadre de stages de groupes d'étudiants et un stage de fin d'études du cycle ingénieur qui porte sur la diversification des cultures avec les eaux usées. Certains travaux ont été présentés à la 1<sup>re</sup> conférence euro-méditerranéenne pour l'intégration environnementale tenue à Sousse en novembre 2017.

## Valorisation des argiles tunisiennes

**Centre de Recherches et des Technologies des Eaux (CERTE) – Technopôle de Borj Cedria/Université de Namur**

Le projet porte sur la valorisation (semi-) industrielle des argiles tunisiennes dans les domaines de fabrication du béton léger, de membranes céramiques, de briques réfractaires et du traitement des eaux résiduaires.

Plusieurs missions sur le terrain ont été menées pour complément d'étude et trois doctorats sont en cours dans le cadre de ce projet de recherche. Sept communications et des travaux préparés dans le cadre du projet ont été présentés dans des congrès internationaux durant 2017. Un PFE de licence a été soutenu en 2017 ainsi qu'une thèse de doctorat soutenue à la Faculté des Sciences de Sfax.

Un stage de recherche a été mené à Namur et à l'INIS-MA de Mons. L'équipe belge a participé aussi à l'AGIC (1st Atlas Georesources International Congress) en mars à Hammamet. Les recherches se poursuivront en 2018 sur la valorisation d'autres argiles tunisiennes ainsi que d'autres domaines d'application.

## Amélioration de la gestion anaérobie des déchets solides : hydrolyse enzymatique

**Centre de biotechnologie de Sfax/ Université Libre de Bruxelles – Centre des Transferts, Interfaces et Procédés**

La nature de déchets solides tels que les ordures ménagères et les résidus industriels et agricoles, notamment leur teneur en matière organique et en eau, sont des critères déterminants dans le choix des technologies de traitement. Une des technologies adaptée à ce type de déchet est la digestion anaérobie qui représente une option technologique en plein développement. Cette technologie permet la réduction des volumes de déchets et la production de biogaz, source d'énergie renouvelable. Les objectifs, les résultats, les activités et les ressources du projet visent le prétraitement enzymatique des déchets solides en vue de l'amélioration de leur méthanisation. Cette étape consiste à choisir les souches potentielles et leurs enzymes appropriées. Ensuite, l'optimisation des conditions de culture ainsi que le suivi des réactions des champignons selon des modèles appropriés pour le traitement des déchets sont réalisés. Les activités 2017 ont porté sur des missions d'étude,



*Agrégats légers fabriqués à partir des argiles tunisiennes*

des conférences données en Tunisie et un stage de recherche à l'ULB sur le choix des souches, le test des cultures pour le traitement des déchets et une approche de modélisation.

## **Bio-dépollution des hydrocarbures dans les sols tunisiens**

**CITET - Centre International des Technologies de l'Environnement de Tunis/ Gembloux Agro-bio Tech -MIPI Microbial Processes and Interaction**

La dépollution des sols tunisiens est une nouvelle thématique dans laquelle s'engage le CITET. Le projet est une réelle opportunité de transfert de connaissances et de technologies principalement axée sur la biodégradation des hydrocarbures.

Ce projet se focalise sur les réactions microbiologiques d'oxydation et de réduction des molécules xénobiotiques de type hydrocarbures dans les matrices liquides et solides telles que les sols pollués. La première partie du projet se focalise sur la caractérisation physico-chimique et microbiologique de sites pollués tunisiens et l'identification de microorganismes adaptés à la dépollution des sols (station pilote). Des tests en laboratoires sont réalisés pour comparer les microorganismes tunisiens et ceux provenant du laboratoire MiPI de l'ULg. Leur efficacité dépolluante est testée dans des conditions opératoires rencontrées en Tunisie et en Wallonie.

## **Formation à l'éco-conseil, gestion des déchets et développement de l'économie durable**

**CITET- Centre international des Technologies de l'Environnement de Tunis, ANPE - Agence Nationale de Protection de l'Environnement/Institut Eco-Conseil**

Alors que la Tunisie s'apprête à franchir une étape importante dans le processus de décentralisation, les contacts établis entre, d'une part, l'IEC et, d'autre part, l'ANPE, le CITET et le CFAD ont mis en évidence les enjeux transversaux qui lient environnement et décentralisation, démocratisation et participation citoyenne au travers de la gouvernance environnementale. La mise en place d'une formation d'éco-conseillers en Tunisie permettra de mettre à disposition des collectivités locales, des ONG et des entreprises, des professionnels de la gouvernance environnementale.

L'éco-conseiller étant un professionnel de l'environnement, formé spécifiquement à la communication environnementale, à la gestion de projet joue un rôle de médiateur et de facilitateur dans l'implémentation du changement de comportements dans le domaine environnemental.

Le CITET, l'ANPE, le CFAD, en collaboration avec l'IEC, travaillent pour la mise en place d'un programme national de formation des éco-conseillers destiné prioritairement aux collectivités locales. Il a été organisé en 2017, au CITET, un séminaire avec les collectivités locales des gouvernorats, un stage d'un mois d'immersion de 4 formateurs tunisiens au sein de la 27e promotion de formation des éco-conseillers de l'IEC ainsi que l'ébauche de l'architecture du plan de formation des formateurs à mettre en place en 2018.

## **Un nouveau modèle d'agri-tourisme bio, durable et équitable pour la Tunisie**

**DGAB-Direction générale de l'Agriculture biologique/Inter Environnement Wallonie**

À l'initiative de la DGAB et de l'IEW lors du séminaire participatif de janvier 2017 sur le développement de l'agritourisme et le développement durable et équitable dans les zones rurales, huit partenaires tunisiens et belges ont présenté en octobre, à Carthage, trois projets clefs visant à soutenir le développement de l'agritourisme biologique, durable et équitable sur le territoire tunisien. Les partenaires ont lancé un appel à différents bailleurs de fonds nationaux et internationaux afin de soutenir l'émergence d'un tourisme au bénéfice des zones rurales. Il s'agit d'enclencher une dynamique positive pour un développement durable et équitable dans des zones défavorisées grâce à un travail collectif entamé voici deux ans. Un plan d'action à cinq ans nécessite des moyens additionnels pour donner des perspectives aux agriculteurs et une approche alternative de valorisation durable des ressources locales ouvert au tourisme national et international.

Le projet ambitionne de créer une coupole rassemblant l'ensemble des acteurs afin d'organiser et de promouvoir le secteur, de renforcer les capacités des acteurs à travers la formation des agriculteurs (dont la formation d'éco-conseillers ruraux) et de développer des projets pilotes sur les 5 territoires éco-climatiques en Tunisie.

## **In memoriam Eric Allaer**

Porteur du projet entre l'Institut éco-conseil, en tant que son directeur, et les différents partenaires tunisiens qui y sont fédérés, Eric Allaer a été brutalement arraché à la vie et aux siens sur le chemin du retour du travail en juin dernier. Il venait d'effectuer quelques jours auparavant une mission de cadrage en Tunisie. Il avait rencontré les partenaires des deux volets du projet mené par l'IEC et Inter-Environnement Wallonie et notamment le ministre de l'Environnement et des collectivités locales. En Belgique comme en Tunisie, nous conservons de lui le souvenir d'un « militant » enthousiaste, pédagogue et compétent de la cause environnementale de notre coopération bilatérale.

### Création d'un programme de soins gériatriques dans le gouvernorat de Monastir

**CHU Bourguiba Monastir/Grand Hôpital de Charleroi - Service de gériatrie**

La Tunisie fait face à un vieillissement considérable de sa population. Cela se traduit par une augmentation importante du nombre de patients de plus de 65 ans qui dépassera les 12 % en 2025. Le vieillissement de la population influence considérablement la demande et les besoins en soins, notamment pour la tranche des 75 ans et plus. Une adaptation de la nature et de la qualité des structures de soins devient nécessaire en Tunisie. Le projet repose sur des activités d'enseignement supérieur et de formation professionnelle.

La gériatrie de liaison a été développée avec les services à fort recrutement gériatrique (orthopédie, neurologie, réanimation...). En 2e phase, l'hôpital de jour gériatrique a permis d'écourter la période d'hospitalisation des patients et a encouragé le maintien à domicile des séniors. La 3e phase à venir portera sur l'évaluation des paramètres cliniques et biologiques, nutritionnels; évaluer d'une manière comparative les facteurs prédictifs de fragilité. Cette étude sera une partie d'une thèse doctorale à Monastir.

### Prise en charge de la dépendance et de la perte d'autonomie de populations âgées de la région de Monastir

**CHU Bourguiba de Monastir- Service de Psychiatrie/Université Libre de Bruxelles - Laboratoire de Psychologie Médicale**

La Tunisie est confrontée à une double transition épidémiologique et démographique avec l'amélioration des conditions socio-économiques, l'éclosion de maladies dégénératives chroniques, la diminution du taux de mortalité et l'augmentation de l'espérance de vie qui est passée de 67 ans en 1984 à 74 ans en 2014.

Le projet consiste à valider une échelle de mesure de la perte d'autonomie (grille AGGIR -Autonomie Gérontologie Groupes Iso Ressources), évaluer la perte d'autonomie, détecter précocement les personnes âgées à risque de perte d'autonomie, identifier les besoins sanitaires en santé mentale et former les professionnels en santé mentale des personnes âgées. Il s'agit aussi de former des intervenants aux soins à domicile des sujets âgés. En 2017, plusieurs missions, publications et communications ont été réalisées, notamment aux Journées nationales de la Recherche en Psychiatrie à Monastir en mars.

### Prévention de la violence au sein de la famille

**ONFP - Office National de la Famille et de la Population/Association belge des Femmes refuges et Femmes battues**

Le projet consiste à mettre en place un cadre de formation en vue de l'amélioration de la prise en charge psychologique des femmes victimes de violence et des enfants exposés à la violence. Il vient conforter la loi organique sur les violences faites aux femmes qui sera effective à partir de février 2018, les protocoles de prise en charge sectorielle, la cartographie des services pour FVV et la convention intersectorielle signée en janvier 2018. La formation des prestataires et renforcement de leurs compétences est une nécessité.

Le processus de formation de formateurs à l'échelle nationale a été lancé au profit de 20 participants du personnel de l'ONFP, des partenaires gouvernementaux et de la société civile. Ce processus a permis de réaliser quatre sessions de formation en 2016 et 2017, ce qui a contribué à renforcer les compétences et consolider les connaissances des formateurs en matière de prise en charge des femmes victimes de violences conjugales.

Outre les formations en ateliers à Tunis, la publication de 5 brochures thématiques, l'échange de documentation, 4 séjours de formation de cadres de l'ONFP et de partenaires ont eu lieu en Belgique. La mise en œuvre des activités inscrites dans ce projet a bénéficié, compte tenu de leur pertinence et innovation, de l'intérêt et de l'appui de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Fonds des Nations Unies pour la Population ainsi que le Conseil de l'Europe.

### Échanges autour des problématiques d'alcool, de drogues et d'addictions

**Hôpital RAZI - Centre d'Assistance Médicale Urgente/FEDITO-Fédération bruxelloise francophone des institutions pour toxicomanes**

La Tunisie rencontre de nombreuses problématiques socio-sanitaires liées à la consommation et à la dépendance aux drogues licites et illicites (tabac, alcool,



*Professeur Nabil BEN SALAH avec l'équipe du CAMU et de la FEDITO*



drogues et médicaments psychotropes, cannabis, Subutex®,...). Ces problématiques posent d'importants défis aux autorités régionales et nationales. À l'heure actuelle, en Tunisie, il n'existe que trop peu d'acteurs et de stratégies relevant de la prévention, de la réduction des risques, de l'accompagnement et du traitement.

La mise en œuvre d'un projet de réforme de la loi relative aux stupéfiants, qui se démarque du caractère répressif de la législation, et la volonté politique de favoriser l'accès aux soins des sujets dépendants des substances psycho-actives, ont amené ainsi les acteurs de la santé, tant du secteur public que de la société civile, à se préparer pour la mise en place d'un réseau de prise en charge des sujets soumis aux addictions.

En vue de renforcer les capacités des structures de santé tunisiennes sur la prise en charge des toxicomanes, un stage d'immersion a été organisé pour une délégation tunisienne de 3 médecins addictologues, une psychologue clinicienne et d'un médecin de l'ONFP dans les structures de la FEDITO en septembre 2017. Cette immersion avait été introduite par une journée d'échanges scientifiques avec les partenaires du réseau bruxellois. Une mission de structures de la FEDITO a animé des ateliers à Tunis en avril. Une prochaine visite est envisagée au nouveau «centre de communauté thérapeutique» en banlieue de Tunis.

Appuyé par le ministère de la Santé, ce projet œuvre en étroite collaboration autour des objectifs poursuivis par le groupe Pampidou du Conseil de l'Europe et l'OMS en formation continue traitant de la prévention des addictions.

## Projet de santé sexuelle et reproductive assuré par Médecins du Monde Belgique à Sidi Bouzid

Le projet mené en santé sexuelle et reproductive (SSR) par MDM Belgique à Sidi Bouzid s'inscrit dans la perspective de l'accessibilité et des droits à la santé. Il est question de démocratie sanitaire dans un contexte dégradé, en région principalement. L'article 38 de la Constitution consacré au droit à la santé est difficilement appliqué, notamment avec les grandes faiblesses relevées en santé maternelle et l'absence de couverture sociale pour 20% de la population. Le financement des hôpitaux publics est tributaire des moyens provenant de la Caisse nationale de l'assurance sociale déficitaire. MDM Be formule un plaidoyer documenté reconnu par les autorités et participe aux concertations autour des stratégies nationales et régionales de santé (cf. enjeux de la décentralisation en la matière). Sur le projet SSR à Sidi Bouzid, il s'agit de reproduire l'expérience positive menée par MDM Be à Gafsa depuis 2013, avec l'appui de l'UE et de la coopération fédérale.

Le projet s'appuie sur une plateforme participative multi-acteurs et communautaire, développe une approche holistique et transdisciplinaire des compétences sociales et sanitaires et valorise les métiers de la santé dont celui de sage-femme. Un appui de 60.000€ est assuré par Wallonie-Bruxelles International (WBI) sur les années 2017-19. Ce projet est soutenu depuis 2016 avec l'éligibilité de la Tunisie au programme de coopération décentralisée et indirecte de WBI.



### **Apprentissage du français technologique et économique**

**CENAFFIF/Bruxelles Formation - Centre de Langue de Bruxelles Formation**

L'appui à l'apprentissage du français en formation professionnelle (pour les formateurs et apprenants in fine) est l'objet de ce projet au regard des missions du partenaire tunisien. Il consiste à créer ainsi un noyau de formateurs de formateurs favorisant la promotion, la mutualisation, la qualité du FLE (français langue économique) et du FLS (français langue seconde) au CENAFFIF. Le développement des compétences des formateurs de formateurs cherche à garantir un niveau de professionnalisme et d'expertise élevé au sein des organismes et institutions de formation professionnelle en vue de soutenir un marché de l'emploi qualifié et ouvert sur les échanges internationaux, y compris en ses dimensions interculturelles de l'apprentissage linguistique. Un référentiel de métier et de compétences du formateur de français FLE a été élaboré avec l'appui de Bruxelles Formation au travers de différents accueils à Bruxelles et missions en Tunisie en 2016 et 17.

### **Formation au partenariat interentreprises pour l'exportation**

**CEPEX -Centre de Promotion des Exportations/FOPROCI - Formation et Promotion du Commerce international**

Le partenariat interentreprises pour l'exportation consiste à favoriser le commerce international durable et adapté à la réalité économique. La formation proposée vise à apporter un éclairage complet sur ces nouvelles possibilités de développement bilatéral. À côté du volet académique, des rencontres avec des acteurs professionnels et institutionnels d'un secteur choisi sont organisées. En juillet 2017, s'est tenue en Wallonie une mission organisée par le CEPEX et le FOPROCI, en collaboration avec l'Awex. Elle a rassemblé des entreprises pharmaceutiques tunisiennes et du Pôle biotechnologique de Sidi Thabet, désireuses de nouer des partenariats technologiques et financiers avec des entreprises et laboratoires belges de référence actifs dans les métiers des sciences de la vie. Le Pôle biotechnologique de Sidi Thabet a noué contact avec des laboratoires, instituts de recherche et centres de ressources technologiques actifs dans la recherche et la production de vaccins et bio médicaments. La Tunisie cherche à mobiliser un partenaire financier et technologique pour une première production en Tunisie de bio-médicaments, notamment les vaccins et les bio similaires. La mission a notamment visité le Biopark Charleroi Bruxelles (pôle d'excellence en biotechnologies) et de Biowin (cluster des sciences de la vie).

### **Développement de compétences des conseillers de l'emploi**

**ANETI (Agence Nationale pour l'Emploi et le Travail Indépendant)/ FOREM**

Le Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi en Tunisie en collaboration avec l'ANETI, a lancé en 2016 le programme «FORSATI» dont l'objectif principal est de faciliter l'insertion professionnelle des jeunes chômeurs à travers un accompagnement personnalisé aux étapes de l'identification, de la construction et de la réalisation du projet professionnel. L'ANETI sous-traite certaines activités d'accompagnement avec des associations et a noué une coopération avec le FOREM (compétences des conseillers d'emploi et d'orientation professionnelle, bonnes pratiques et méthodes de travail adaptées à l'accompagnement personnalisé et aux relations avec les associations). Un échange des bonnes pratiques a été réalisé et les compétences des conseillers de l'ANETI dans le domaine de l'accompagnement personnalisé ont été développées. De nouveaux outils et techniques ont été intégrés dans le processus de l'accompagnement. Un processus de sélection des associations a été arrêté et des documents de sélection des associations ont été élaborés par l'équipe conjointe du projet. L'ANETI a pu s'inspirer des bonnes pratiques du FOREM ainsi que de nouvelles méthodes pour structurer ses relations avec les associations notamment pour le lancement d'appels à projets à venir.

### **Formations de formateurs et échanges d'expertises en métiers d'art pour favoriser l'insertion socio-professionnelle**

**ATFP (Agence Tunisienne de Formation Professionnelle) - Direction régionale de la culture du Gouvernorat de Nabeul/Province du Hainaut**

Dans le cadre d'une relation de coopération décentralisée avec le gouvernorat de Nabeul, la province du Hainaut et l'agence tunisienne de formation professionnelle ont conclu un partenariat relatif à la mise en place d'un programme de formation des formateurs et d'apprenants (avec attestation ou certification) et d'échanges d'expertises dans les métiers d'art du feu en Belgique et en Tunisie. Avec le Centre de Formation de Nabeul des Métiers d'Arts, des Cours des métiers d'arts et du centre Kermis en Hainaut, les objectifs ambitionnent de promouvoir l'emploi et l'insertion socioprofessionnelle, de soutenir la création artistique et traditionnelle locale et de sensibiliser la société civile aux métiers d'art de feu (verre, céramique, fonderie et ferronnerie). En impliquant plusieurs dizaines de personnes en Hainaut et à Nabeul, malgré les difficultés matérielles rencontrées au centre de Nabeul, les formations ont été régulières et soutenues. Les résultats des travaux ont été exposés en Wallonie. Des formateurs et apprenants français ont également été associés aux travaux exécutés en Hainaut.

## SOCIÉTÉ CIVILE & COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Aïcha Ayari,  
Simone Susskind  
et Ahlem Ben Othman,  
coordinatrices du projet

### Droits des femmes - Femmes leaders de demain en Tunisie

La décentralisation représente un enjeu majeur pour la Tunisie alors qu'elle connaîtra dans quelques mois les premières élections municipales démocratiques de son histoire.

Ce rendez-vous électoral historique, dans quelque 350 communes, doublé de l'obligation de la parité horizontale et verticale, annonce une présence massive des femmes sur les listes. C'est dans ce contexte que s'insère ce projet « Femmes leaders de demain - Tunisie » qui vise à préparer une soixantaine de jeunes femmes, candidates aux élections municipales, à faire campagne pour être élues et être des actrices proactives de la vie de leur ville.

L'objectif spécifique de ce programme prévoit d'apporter, tout au long de la campagne électorale, un accompagnement aux candidates qui se présenteront aux élections municipales. Dans ce cadre, l'ONG belge Actions in the Mediterranean (AIM) et les multiples organisations de femmes partenaires proposent un cycle de formation en deux temps : d'un côté le développement personnel et le leadership, de l'autre, le renforcement et la construction des capacités politiques. Des coaches, des formateurs, des facilitateurs professionnels ainsi que des élues communales belges mettront leur expérience, leur compétence, leur savoir et savoir-faire au service de ces candidates.

Les cycles de formation du projet sont ouverts à toutes les jeunes femmes, y compris celles qui ne sont pas membres d'un parti politique, d'un syndicat ou d'une association.

Ancrée dans le contexte politique, social, économique et culturel tunisien, la formation en cours est animée par une équipe diverse et multidisciplinaire de coaches et bénéficie de l'appui des partenaires associatifs nationaux et locaux. La question du genre est l'élément transversal développé dans les différents modules. La gestion des violences à l'égard des femmes en politique devra également être nécessairement abordée lors des formations.

Fondée à Bruxelles en 1995 par Simone Susskind, Actions in the Mediterranean (AIM) est une association qui met en œuvre des initiatives de dialogue, de résolution de conflits et de renforcement des droits humains entre les peuples, notamment entre l'Europe et les pays de la rive sud de la Méditerranée. Ce projet est soutenu par le ministère belge des Affaires étrangères, la Fédération Wallonie-Bruxelles, l'Organisation internationale de la Francophonie et l'ambassade de France.

### Formation dans le domaine de l'organisation syndicale

UGTT et CGTT/CSC – régionales de la Confédération des syndicats chrétiens

Il s'agit d'un projet en deux volets réunissant deux régionales de la CSC et les syndicats tunisiens de l'UGTT et de la CGTT sur la formation syndicale comme outil d'éducation permanente et d'appui à la société civile, ainsi que le développement des compétences des délégués et militants dans le dialogue social et l'organisation syndicale.

Trois axes majeurs composent le programme : la mise en place de formation spécifique en communication, négociation, ainsi que sur la question sociale (sécurité sociale et concertation sociale), sur la démocratie économique (participation des travailleurs dans les entreprises, protection du travail) et dans les domaines du dialogue social et du travail décent; le développement d'un réseau de coopération et de solidarité syndicale sur la situation des droits des travailleurs dans les entreprises multinationales et entreprises belges impliqués dans les régions de Tunis et Bizerte; la promotion de l'éducation permanente (connaissance et analyse critique des réalités socio-économiques, objectif de participation active à la vie sociale, économique, culturelle et politique) avec une attention soutenue à l'égalité des genres et à la place des jeunes dans la dynamique sociale. À Namur, une formation a porté sur le modèle social belge et notamment le système mutualiste.

## **Programme de cofinancement de projets pour le développement des acteurs de la coopération de Wallonie-Bruxelles dans les pays partenaires**

Wallonie-Bruxelles International contribue aussi à relever les défis de la pauvreté et du développement par la coopération en faveur des pays classés par le CAD (Comité d'Aide au Développement de l'OCDE) parmi les pays en voie de développement. Inscrivant également son action de coopération internationale dans les Objectifs du Développement Durable, ses programmes sont mis en œuvre en tenant compte des résolutions des Nations unies pour le développement, relatifs au développement durable, aux droits de l'Homme, à la population, à la liaison entre l'économie et le social et au droit des femmes au développement et à l'éducation.

Reconnaissant l'engagement particulier de citoyens de Wallonie-Bruxelles et le savoir-faire que leur association peut concrétiser pour le développement, la Fédération Wallonie-Bruxelles et la Wallonie distinguent la coopération bilatérale indirecte de la coopération intergouverne-

mentale. Il s'agit de mobiliser tant les acteurs civils que publics, de développer et renforcer une approche collaborative à travers des partenariats, de viser l'autonomisation des structures partenaires de changement social. La Fédération Wallonie-Bruxelles et la Wallonie souhaitent encourager, par leur appui, le partenariat durable et à effets multiplicateurs entre les acteurs de la coopération bilatérale indirecte de Wallonie-Bruxelles d'une part, et leurs partenaires des pays en développement, d'autre part.

Le programme vise, d'une part, le renforcement de la capacité de proposition de projets dans le cadre de cofinancements d'autre(s) bailleur(s) de fonds, et, d'autre part, l'appui à la proposition de projets nouveaux.

Sont éligibles à ce programme, les ONG de développement agréées et établies en Wallonie ou à Bruxelles, les communes, provinces, intercommunales de Wallonie, les organisations wallonnes représentatives des travailleurs, les mutualités et les établissements d'enseignement supérieur. Les acteurs de ce programme dans les pays partenaires n'y sont pas directement éligibles, mais bénéficiaires par leur relation avec un des partenaires belges précités.

L'appel à projets est public ([www.wbi.be](http://www.wbi.be)) et lancé chaque année en avril.

## **SCIENCES HUMAINES & SOCIALES**

### **Développement conjoint de l'étude des religions et de la laïcité à l'université**

**Université de la Manouba-Faculté des Lettres, des Arts et des Humanités (FLAHM)/Université libre de Bruxelles-Centre interdisciplinaire d'études des religions et de la laïcité (CIERL)**

Le projet repose sur une convention de soutien institutionnel et de coopération scientifique entre l'ULB et la Flahm dans le domaine de l'enseignement et de la recherche en matière des faits religieux et de laïcité. Il comprend des conférences, des séminaires de formation ainsi que l'encadrement de chercheurs tunisiens. Des professeurs tunisiens de La Manouba donnent à leur tour des cours et des conférences à Bruxelles. Étudiants et chercheurs tunisiens bénéficient de bourses de mobilité ou de recherche dans des séminaires à l'ULB.

Deux séminaires sur les sciences des religions et la laïcité en Europe ont été donnés en master en religions comparées à La Manouba. Un séminaire sur l'islamologie a été donné à l'ULB avec une série de conférences sur la notion de réforme en islam, la relation entre islam et politique en islam et une série d'études comparées sur des thèmes communs entre le christianisme et l'islam. Trois étudiants du master en religions comparées ont effectué un stage de formation en sciences des religions à Bruxelles dans le cadre de leur travail de fin d'études.

### **La participation des femmes à la vie politique locale en rapport avec les élections municipales**

**Université de Tunis - Faculté des Sciences humaines et sociales/Université de Liège - Faculté des Sciences humaines et sociales**

L'objet de cette recherche est l'étude de la participation des femmes à la vie politique locale en prévision des prochaines élections municipales. L'étude met en exergue aussi bien leurs formes d'engagement que leur absence d'adhésion aux pratiques conventionnelles de la vie politique. À partir de l'intérêt porté à la participation active des femmes tout autant qu'à leur prise de distance par rapport à la vie publique, l'enjeu est de saisir la citoyenneté en acte, ses différentes formes d'expression et manifestations ainsi que le passage d'une citoyenneté passive à une citoyenneté active. Il s'agit d'appréhender la manière dont leur participation évolue d'une forme souvent individuelle et peu visible vers des formes davantage collectives et plus médiatisées.

L'enquête de terrain a été réalisée par deux chercheuses qui ont questionné 410 femmes, soit un échantillon représentatif de 10% de la population féminine âgée de 18 à 50 ans de la ville de Tazarka. L'enquête de terrain a été réalisée en 2017 et 2018 clôture le projet avec l'analyse des données de l'enquête et surtout la valorisation des résultats, dans un contexte d'organisation démocratique.

# PATRIMOINE

## Plateforme web participative et géolocalisée pour la valorisation du patrimoine

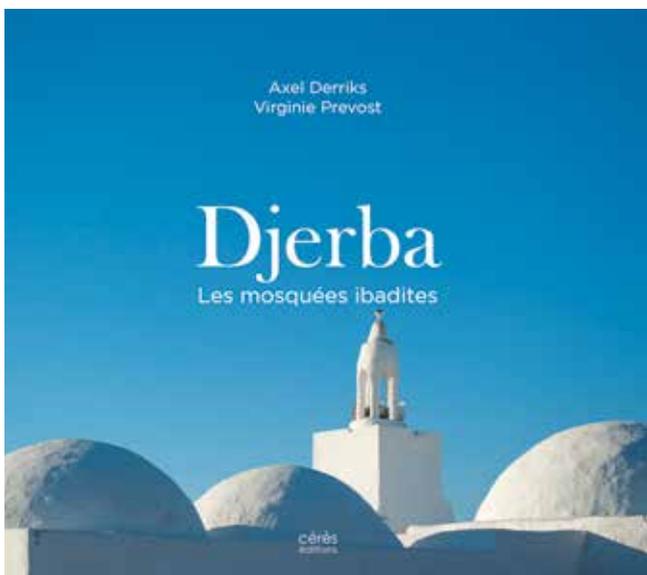
Université de Carthage-Ecole nationale d'Architecture et d'Urbanisme/Université de Liège – Laboratoire LUCID

Cette collaboration servira le domaine de la culture, en mettant en place une nouvelle technologie de collecte et de diffusion de l'information centrée sur les aspects patrimoniaux des bâtiments et de leur histoire. Concrètement, une application web permettra de collecter et de diffuser une information patrimoniale des bâtiments grâce à une collaboration avec des acteurs et citoyens tunisiens actifs dans ce domaine pour collecter et structurer ces données et les importer sur la plateforme web à travers le système spatio-sémantique issu du savoir-faire de l'ULg. Une interface dédiée permettra de collecter et d'accéder, in situ, aux données récoltées, par l'intermédiaire de terminal mobile (smartphone ou tablette), favorisant l'accès à la culture.

Les objectifs opérationnels portent sur les transferts technologiques, les formations scientifiques (intégration d'un stage doctoral de PAE3C-ENAU au sein de l'unité de recherche LUCID), les conférences, publications professionnelles (internationales et le journal tunisien ArchiBât) et grand public ainsi que les activités de diffusions et de disséminations dans les cercles scientifiques (workshops à Liège et à Tunis courant 2017 et 2018).

## Djerba. Les mosquées ibadites

«L'architecture ibadite du Maghreb est généralement connue grâce aux cités du Mzab algérien : ses mosquées, ses aires de prières et ses tombeaux particuliè-



# CULTURE ET PATRIMOINE

rement originaux ont suscité dès la fin du XIXe siècle l'engouement du public, au point que le Mzab symbolise désormais à lui seul l'architecture des ibadites nord-africains. Il existe pourtant sur l'île de Djerba un autre témoignage de l'architecture ibadite médiévale. Ce riche patrimoine, injustement méconnu, est d'autant plus intéressant qu'il est extrêmement ancien.» La forte identité visuelle de l'architecture djerbienne s'impose d'emblée. Ce livre est un objet précieux. Avec passion et rigueur, il associe à la démarche subtile du photographe l'érudition de l'historienne. Les auteurs sont tous deux Belges. Virginie Prevost est historienne des religions (ULB) et spécialiste des ibadites du sud tunisien. Axel Derriks est photographe, installé en Tunisie après différents séjours ailleurs dans le monde. Cette publication des éditions Cérès sera promue courant 2018 en Tunisie et en Europe.

## « Villes en développement : politiques de valorisation et activités d'appropriation publique du patrimoine dans les pays de la francophonie »

Mairie de Tunis, 24-25 octobre 2016

À l'initiative de la Délégation Wallonie-Bruxelles, cette conférence s'appuyait sur les partenariats de l'UNESCO, ICOMOS, l'Association internationale des maires francophones, la Ville de Tunis, l'Association de Sauvegarde de la Médina de Tunis, le ministère de la Culture et du Patrimoine et l'Institut du patrimoine wallon. Elle succédait à la conférence de Dakar en 2014 qui avait été organisée en préparation du XVe Sommet de la Francophonie. La Déclaration de ce Sommet faisait référence aux recommandations de cette conférence en soutenant «la protection et la valorisation du patrimoine culturel dans la perspective d'un aménagement équilibré des espaces urbains, indissociable du développement durable et créatif des villes».

La conférence de Tunis a permis aux acteurs-clés du patrimoine de partager leurs expertises et expériences concrètes et de formuler des recommandations opérationnelles sur la valorisation du patrimoine et l'animation du réseau interdisciplinaire et international du patrimoine. Une attention particulière avait été portée aux formes innovantes de valorisation culturelle, sociale et éducative du patrimoine.

*Djerba. Les mosquées ibadites, Axel Derriks & Virginie Prevost, Editions Cérès, Tunis, 2018.*

Avec l'appui de la Délégation, la conférence a réuni 120 participants, dont 40 experts internationaux (Vietnam, Maroc, Algérie, Liban, Libye, Sénégal et d'autres pays d'Afrique subsaharienne). L'AIMF a mobilisé une quinzaine de maires et de municipalistes en dehors de la Tunisie.

La conférence a été ouverte par le ministre de la Culture, Mohamed Zine El Abidine, le maire de Tunis, Seifallah Lasram, et différents experts internationaux. Attendu pour l'ouverture de la conférence, le vice-président du gouvernement wallon, Maxime Prévôt, chargé notamment du patrimoine, avait été retenu en Belgique.

La conférence a adopté des recommandations par ateliers et la Déclaration de Tunis. Elle a surtout permis de constituer le secrétariat permanent, lequel est chargé d'animer le réseau francophone du patrimoine et de développer un plan de travail international sur les politiques du patrimoine matériel en milieu urbain. L'animation du secrétariat est actuellement assurée par l'Institut du patrimoine wallon. Le travail de ce secrétariat permanent portera sur différents niveaux d'action du réseau :

- la documentation, la médiatisation et la médiation,
- la mise en réseau des compétences universitaires et professionnelles,
- le conseil et l'assistance, l'observation, le rôle de sentinelle et de facilitateur auprès de la diversité des acteurs dans leurs relations avec les autorités nationales et locales.

## ACTIONS ET MANIFESTATIONS CULTURELLES ET ARTISTIQUES

### Cinéma-débats animés par la Délégation Wallonie-Bruxelles

À l'occasion des Journées internationales de la Francophonie à Tunis en mars 2017, la Délégation Wallonie-Bruxelles a présenté deux films documentaires en relation avec des thématiques qui font malheureusement l'actualité.

À l'Institut français, le documentaire «Eurovillage» de François Pirot aborde un ancien centre de vacances dans le sud de la Belgique, transformé en centre d'accueil «ouvert» pour demandeurs d'asile et géré par la Croix-Rouge. Isolés dans ce centre reculé pendant de nombreux mois, 300 résidents l'habitent en se confrontant à une angoissante attente, un moment suspendu et vide, qui risque de se conclure par un «ordre de quitter le territoire». Le débat qui a suivi a permis à MSF Belgique de témoigner de son expérience en Europe, en Tunisie et en Méditerranée.

En partenariat avec l'Office national de la Famille et de la Population (ONFP), le film documentaire «Coups de

foudre», de Christophe Reyners, a été projeté quelques jours plus tard. Il a été suivi par une rencontre-débat sur le thème de la violence à l'encontre des femmes en milieu conjugal et familial en présence de partenaires de la coopération.

Ce film a été tourné au centre d'accueil de l'association «Solidarité avec les femmes» à La Louvière et relate le témoignage de cinq femmes. Chacune

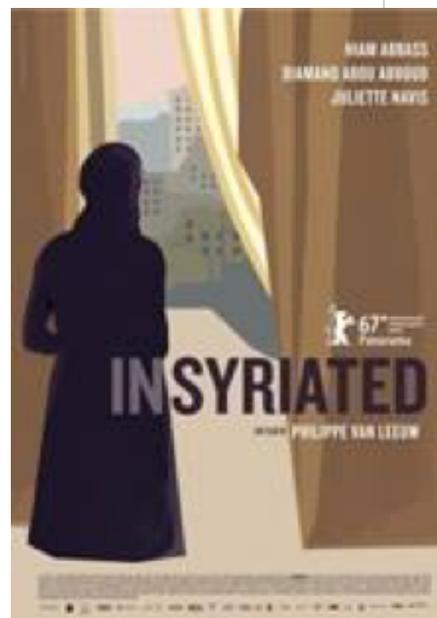
d'entre elles a vécu un coup de foudre, une rencontre avec l'homme qui deviendra par la suite son bourreau. L'emprise s'installe lentement, mais fermement. Face à la violence, il s'agit de protéger ses enfants, de tenter de sauver le couple avant de se résoudre à s'échapper, d'essayer de se reconstruire et de retrouver l'estime de soi.



### Journées cinématographiques de Carthage : forte présence de Wallonie-Bruxelles en 2017

La Délégation Wallonie-Bruxelles a soutenu l'édition 2017 des Journées cinématographiques de Carthage. Outre la participation aux jurys et à différents ateliers, la programmation des JCC présentait trois films belges en présence de leurs réalisateurs et/ou producteurs. Ont ainsi été présentés, «Ma fille Nora» de Jasna Krajinovic, sur l'attente d'une mère dont la fille de 18 ans est partie combattre

en Syrie, «Intégration Inch'allah» de Pablo Munoz Gomez relatant un parcours d'intégration obligatoire en Flandre de jeunes migrants et «Insyriated» de Philippe Van Leeuw qui donne à voir la situation de survivance d'une famille menacée dans un quartier de Damas. Ce film a valu à son réalisateur pas moins de 5 prix remis lors de la dernière cérémonie des Magritte en février 2018 à Bruxelles.





Extrait du film «La belle et la meute»

Le réalisateur Thierry Michel a présidé le jury documentaire. Cinéaste, photographe et journaliste, des mines de charbon aux prisons, du Brésil et du Maghreb à l'Afrique noire, Thierry Michel dénonce les détresses et les révoltes du monde. Il dirige également de nombreux séminaires sur l'écriture et la réalisation documentaire de par le monde.

Le film tunisien «Au-delà de l'ombre» de Nadia Mezni Hafaiedh a été primé avec ce commentaire de Thierry Michel : «La réalisatrice a osé créer ce documentaire... Ce Tanit de bronze honore l'audace du propos, libre, impertinent et à l'esthétique provocatrice, du film réalisé au cœur de l'intime d'un groupe de jeunes de la communauté LGBT. Nous saluons le festival d'avoir eu le courage de sélectionner cette œuvre résolument engagée dans la lutte pour des libertés individuelles... »

Quant au cinéaste belgo-palestinien, Michel Khleifi, il a présidé le jury des longs métrages et courts métrages de fiction. Né en Palestine, il suit des cours à l'Institut national supérieur des arts du spectacle et des techniques de diffusion (INSAS) à Bruxelles dans les années 70. Il a notamment réalisé «Noces en Galilée» (1987) pour lequel il a remporté la même année le prix FIPRESCI du Festival de Cannes. Michel Khleifi a été décoré en 2016, par le président de la République tunisienne, des insignes de grand officier de l'Ordre national du Mérite au titre du secteur de la culture.

Les producteurs belges des sociétés «Néon Rouge» (Aurélien Bodinaux), «Dérives» (Julie Frères) et «Novak Prod» (Amel Bouzid) ont participé à la sélection des projets de films dans le cadre de l'atelier Takmil («finition») qui accorde des bourses aux projets de films africains et arabes prometteurs en phase de postproduction.

Le programmateur du Festival international du Film d'Amour de Mons (FIFA), André Ceuterick, a été invité par les JCC à participer à une rencontre sur la diffusion du cinéma arabe dans le monde. L'édition 2017 des

Journées cinématographiques de Carthage a bénéficié d'une large couverture de la presse internationale dont celle de l'Agence Belga.

## « La belle et la meute » primé à Bruxelles

La 17e édition du Festival Cinéma Méditerranéen de Bruxelles a choisi, en décembre dernier, de mettre à l'honneur les femmes à travers le choix des films, la présence des réalisatrices et actrices, mais aussi par un jury spécial 100% féminin. Cette édition a dressé le portrait culturellement métissé des femmes d'aujourd'hui à travers le cinéma. Le film tunisien «La Belle et la meute» de Kaouther Ben Hania y a remporté le prix spécial du jury, pour la qualité de l'œuvre et le scénario. Inspiré d'une histoire vraie, le film livre un portrait féroce de la société tunisienne et de ses travers en osant la confronter au sujet encore tabou du viol. Le film fait aussi le portrait amer d'une Tunisie postrévolutionnaire où la police peine à changer les vieux réflexes de la dictature...

## Monde des livres Les éditeurs de Wallonie- Bruxelles présents à la Foire du Livre

Fidèle à son rendez-vous annuel, Wallonie-Bruxelles était présente à la Foire du Livre de Tunis du 24 mars au 2 avril 2017, en partenariat avec la Grande Librairie Spécialisée.

Une dizaine de maisons d'édition belges (Alice Editions – Anthemis – CIPA – De Boeck supérieur – Edipro – Exley – Fondation Maurice Carême – Kate'Art – P and T Production / Editions Joker – Prisme) y étaient représentées

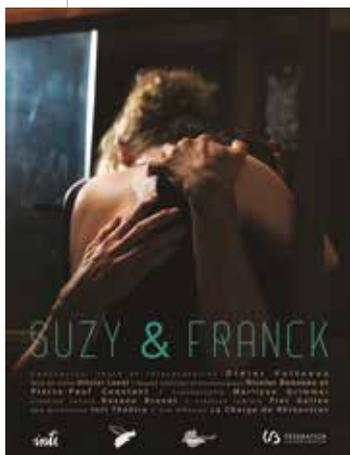
à la Foire des Expositions du Kram, avec une gamme diversifiée d'ouvrages académiques, scientifiques, juridiques, économiques..., mais aussi des livres sur la poésie, la littérature, des livres de jeunesse et la BD...

## Théâtre - Auteurs et acteurs de Wallonie-Bruxelles aux JTC 2016

Poursuivant une coopération de longue date avec les Journées théâtrales de Carthage, Wallonie-Bruxelles International a soutenu trois spectacles à l'affiche des JTC en novembre 2016 : «Roméo & Juliette» mis en scène par Marie Vaiana, «Suzy & Franck» de l'INTI Théâtre et «Sank» de Pierre Lambotte.

«Roméo & Juliette» est un projet théâtral réunissant des artistes des quatre coins du monde qui développent entre eux une relation de travail depuis plusieurs années. Il s'agit pour ce collectif de création de questionner à travers cette œuvre de William Shakespeare des thématiques actuelles et universelles - liberté de l'individu face au groupe, à la société, à la famille, conflit entre générations et révolte de la jeunesse.

Avec «Suzy & Franck», Didier Poiteaux raconte la rencontre improbable entre deux êtres. Suzy vit à Paris et Franck dans le couloir de la mort au Texas. La pièce est une sorte de docu-fiction, tirée d'histoires réelles concoctées par Didier Poiteaux au cours de ses recherches sur la peine de mort et jalonnée de témoignages sur la douloureuse attente de la mort.



## Coopération avec le TNT - Théâtre national de Tunis

Sous l'enseigne de la programmation de la coopération en matière de formation théâtrale entre le Théâtre National Tunisien et Wallonie-Bruxelles International, le spectacle «Gunfactory» de Jean-Michel d'Hoop (La Compagnie Point Zéro) a été présenté le 4 mars 2017 au 4e Art. Création totale autour du commerce des armes, ancrée dans l'actualité, elle pose les questions justes et donne des outils pour mieux appréhender ce phénomène en expansion continue. «Gunfactory» est une création qu'on pourrait qualifier de «zap théâtre» : un récit composé de fragments divers et variés offrant une vision kaléidoscopique du sujet, passant volontairement rapidement d'un univers à l'autre pour créer du sens, et déclinant plusieurs situations en parallèle, qui trouvent leur résolution en fin de spectacle.

La pièce «Gunfactory» apportait matière à l'atelier de formation qui a suivi sur le jeu d'acteur de marionnettes pour adultes. Cette technique spécifique développée au sein de la Compagnie Point Zéro est fondée sur la rela-



tion de complicité entre l'acteur et la marionnette. L'atelier de formation est destiné aux comédiens de l'École de l'Acteur créée au sein du Théâtre national tunisien en 2014.

À l'invitation de Fadhel Jaïbi, directeur du TNT, son homologue du Théâtre national Wallonie-Bruxelles, Fabrice Murgia (Compagnie Artara), a présenté une de ses premières créations, «Le chagrin des Ogres», dans le cadre de la Semaine du Théâtre organisée à l'occasion de la Journée mondiale du Théâtre en mars 2017.

Cette pièce rencontre un succès artistique reconnu à travers le monde depuis une dizaine d'années. Un garçon et une fille sont au pied du mur. Grandir ou pas, le moment est venu de choisir. Le chagrin des Ogres explore le malaise d'une génération et s'adresse à la part d'enfance tapie dans un coin de l'esprit du spectateur, souvent étouffée par la responsabilité et les lois qui le conditionnent. Fabrice Murgia tisse, avec «Le chagrin des Ogres», un conte onirique qui dépasse la matière des faits divers. Au service de la narration, les interactions vidéo-plateau et la musique électro live nous englobent dans une abondance de sensations et d'images.



## La Caravane des deux rives visite six villes tunisiennes en avril et mai 2018

Partant d'un partenariat autour d'échanges de pratiques professionnelles liées à l'organisation d'événements et de mobilisation de publics fragilisés ou exclus de la création et de la diffusion culturelles, la «Caravane des deux

rives» sera une formidable rencontre itinérante autour des arts circassiens, des arts de la rue, du théâtre et du conte. Elle fera étape dans six villes tunisiennes en avril et mai 2018.

La Caravane permettra à toutes et tous de pouvoir accéder à une offre culturelle de qualité. Le droit à la culture est indissociable du droit à la liberté d'expression et du droit à la participation. L'accès à la culture est aussi un moyen de lutter contre l'exclusion sociale et d'élargir son horizon. De par ses spectacles et animations multiples, la Caravane favorisera la diversité et la démocratie culturelle, la décentralisation et rendra plus accessible la culture au plus grand nombre en la développant comme outil d'ouverture, de mobilisation citoyenne, de curiosité intellectuelle et de lutte contre le radicalisme violent. Elle mettra en valeur l'image de la Tunisie et de ses villes et régions. En association avec ses partenaires, son approche artistique participative soutiendra les liens sociaux dans les différentes villes visitées par des actions concrètes centrées sur les questions de la citoyenneté, de la démocratie, de l'insertion et des droits humains.

Ces actions concrètes seront menées en collaboration étroite avec les structures socioculturelles locales et les populations des différentes villes et régions. En amenant de la couleur avec cette caravane composée de chapiteaux et en incluant les habitants au centre d'une activité culturelle enrichissante, une image positive et constructive du quartier et de la ville d'accueil sera ainsi offerte au public le plus large.

Autour des porteurs principaux du projet gravitent une série de partenaires locaux. À chaque implantation, un partenaire dit « coordinateur local » est identifié afin qu'il soit un relais efficace vers le tissu associatif local et les autorités locales. Ces associations ont été identifiées par l'association We Love Sousse qui assure la coordination nationale, avec l'appui artistique de Tanitarts.

Les chapiteaux de la Compagnie des Nouveaux Disparus (2000 m<sup>2</sup>, un convoi de près de 200 m de long) animeront spectacles, ateliers, rencontres et débats dans l'espace public de 6 villes tunisiennes : Kairouan, Sbeitla, Gafsa, Sfax, Tunis et Bizerte.

Les activités proposées seront gratuites et accessibles au plus grand nombre !

La Compagnie des Nouveaux Disparus est une compagnie belge de théâtre itinérant de productions et d'activités culturelles. En une dizaine d'années, la Compagnie des Nouveaux Disparus a assuré plus de 200 implantations de son chapiteau, la création et la diffusion de 8 créations théâtrales et plus de 1000 représentations.

Outre Wallonie-Bruxelles international, les principaux partenaires de la Caravane en Tunisie sont la délégation de l'Union européenne, l'UNICEF, l'organisation internationale des migrations (IOM), l'ambassade de Suisse, l'ambassade de Belgique, la province de Namur, les ministères tunisiens des Affaires culturelles, de la Jeunesse, de l'Éducation nationale, l'office national du tourisme, les mairies et gouvernorats, la Compagnie tunisienne de navigation et Tunisair.

## APPUI DE L'UE ET DE SES ÉTATS MEMBRES AUX POLITIQUES CULTURELLES EN TUNISIE

Confortant un contexte de libération politique depuis 2011, la nouvelle Constitution de 2014 garantit le droit à la liberté d'expression, à la création et à l'accès à la culture. La Tunisie bénéficie depuis 2016 d'un ambitieux soutien culturel de l'UE, le plus important à l'échelle d'un pays du voisinage européen. Il s'agit d'un projet pilote significatif pour la Tunisie, l'UE, EUNIC, en tant que structure fédératrice des compétences culturelles de ses États membres, et la multitude des acteurs nationaux et internationaux impliqués.

Dans un contexte de décentralisation institutionnelle, socio-économique et de participation citoyenne, le projet a pour ambition de contribuer à la consolidation de la démocratie et à l'essor socio-économique en Tunisie. Il s'agit d'impulser une approche collaborative locale et de contribuer à l'émergence d'un écosystème culturel et social au sein duquel tous les acteurs (citoyens, société civile, écoles, secteur privé et institutions publiques) auront leur place.

Trois objectifs majeurs sont poursuivis :

- L'appui à la définition d'une politique culturelle avec appui institutionnel au ministère dans une reconfiguration de ses missions (cf. projet Jumelage) ;
- La promotion de la diversité culturelle tunisienne et l'accès à la culture, à l'échelon local, national et international ;
- Le soutien à la liberté d'expression et de création notamment des jeunes générations et encourager la professionnalisation des métiers de la culture.

### Le jumelage avec le ministère des affaires culturelles tunisien

Le premier objectif du projet est mis en œuvre, sur financement de l'UE, par un accord de jumelage entre les ministères tunisien et français de la culture avec l'appui d'experts de l'administration générale de la culture de la Fédération Wallonie-Bruxelles. À l'instigation de la délégation Wallonie-Bruxelles à Tunis, six experts belges travaillent ainsi en triangulation avec leurs collègues français et tunisiens, notamment sur les questions des politiques culturelles, d'inspection générale, de décentralisation et d'évaluation des politiques. Une mission tunisienne de centres régionaux de la culture sera accueillie en Belgique fin mars 2018.

## Tfanen – Tunisie créative



Les deux autres objectifs sont portés par le projet Tfanen - Tunisie créative. Ce projet d'appui au renforcement du secteur culturel est principalement tourné vers les acteurs non institutionnels. Le projet est animé par EUNIC via un contrat de délégation d'activités conclu entre l'UE et le British Council. Le rôle d'EUNIC est assuré en particulier par 4 de ses membres à Tunis : le British Council, l'Institut français, le Goethe Institut et la Délégation Wallonie-Bruxelles. Dans le pilotage de Tfanen, comme ses partenaires, la Délégation

est attentive à l'émergence ou renforcement d'acteurs culturels tunisiens et à la mise en relation avec les réseaux de création et de diffusion culturels internationaux.

Tfanen - Tunisie créative soutient les différents opérateurs culturels, tels que les acteurs de la société civile et les artistes à titre individuel à travers des programmes de subventions allouées sur appels à projets. Une attention particulière est accordée aux projets ayant une valeur ajoutée dans le domaine de la décentralisation, et bénéficiant aux jeunes et aux femmes.

Une enveloppe de 2,4 millions d'euros est réservée par Tfanen - Tunisie créative au financement d'activités et de projets sur la période de février 2017 à mai 2019. Tfanen - Tunisie créative s'intéresse à tous les secteurs de la culture.

Trois fonds d'appels à projets ont ainsi été lancés au cours de l'année 2017 :

- Le fonds d'engagement culturel local, sur deux appels, dont le but est de rapprocher la culture des citoyens et impulser une approche collaborative locale, au service d'un écosystème culturel et social fédérateur. La sélection s'est faite en deux temps à partir de près de 600 notes d'intention déposées. Après sélection intermédiaire de 120 dossiers, 40 projets sont retenus pour exécution. La grande majorité d'entre eux sont menés en partenariat, y compris du secteur public, des quartiers populaires des grandes villes aux campagnes isolées. Ils touchent pratiquement tous les secteurs d'activités et de créativité.

- Le fonds d'appui à la création consiste à soutenir et renforcer la création en Tunisie, former, accompagner et professionnaliser les jeunes créateurs, créer des opportunités d'échange et de rencontre entre artistes. Partant de 87 dossiers, la sélection en cours début mars devrait retenir un peu moins de 10 projets.

- Le fonds de pérennisation des festivals et de valorisation du patrimoine encourage le développement de festivals tunisiens indépendants. Il soutient des activités spécifiques liées à la création artistique émergente et cherche à ancrer les festivals dans leurs territoires avec un rayonnement local, régional et international. Il soutient aussi des projets visant la promotion et la valorisation du patrimoine tunisien dans sa diversité urbaine et rurale. Les 180 dossiers reçus fin 2017 sont en cours de sélection.

Une formation et assistance technique ont été assurées dans différentes villes en appui à l'écriture et au montage des projets.

## La Tunisie rejoint « Europe créative »

La Tunisie devient le 1er pays du voisinage Sud à adhérer au programme de l'UE Europe créative. L'adhésion de la Tunisie au programme « Europe créative » en août 2017 permet aux opérateurs culturels et audiovisuels de participer pleinement au sous-programme Culture et partiellement au sous-programme Médias (la participation se limite à la formation, aux festivals de cinéma, aux activités liées à l'éducation cinématographique et à l'accès aux marchés). La Tunisie devient ainsi le 1er pays du voisinage Sud à adhérer à ce projet qui regroupe 35 autres pays.

« Europe créative » est le programme de l'UE qui vient en appui à la diversité culturelle et la compétitivité des secteurs européens de la culture et de la création, et anticipe la participation des pays bénéficiant de la Politique Européenne de Voisinage (PEV).

« Europe créative » permettra à son tour de soutenir le rapprochement des acteurs culturels tunisiens et européens.

*Le projet « Kasserine : Art et Créativité » vise, à travers Tfanen, à renforcer son réseau de jeunes artistes émergents et de leur inculquer une formation à caractère professionnel.*



## Appui aux politiques de Jeunesse et d'échanges de jeunes

Direction générale de la Jeunesse- Ministère de la Jeunesse/Bureau international Jeunesse (BIJ)

Le ministère des Affaires de la jeunesse et des Sports tunisien élabore une vision sectorielle de la jeunesse qui repose sur un ensemble d'orientations stratégiques et opérationnalisées par un plan d'action à court terme (2018-2020). Cette vision constitue la première étape de la formulation d'une politique nationale multisectorielle et intégrée de la jeunesse. L'objet de ce projet de coopération consiste à mettre en place différents volets de formation des cadres de la jeunesse en matière de renforcement des capacités et de leadership, des techniques d'information et de communication utilisées

## JEUNESSE

dans les médias destinés aux jeunes, de participation à la vie publique, de diffusion des principes des droits de l'Homme et de la démocratie, de la préservation de l'environnement et de traitement des phénomènes de violence et de l'extrémisme chez les jeunes.

Une mission d'information de responsables tunisiens s'est rendue en Belgique en mars 2017. Les échanges ont porté sur les institutions de jeunesse en Wallonie-Bruxelles, notamment le Service Jeunesse, le Conseil de la jeunesse, la Fédération des maisons de jeunes, le Bureau international de la Jeunesse (BIJ), le délégué général de la protection de l'enfance, des institutions à Bruxelles et à Liège et l'association Dynamo pour l'éducation de rue.

## La Tunisie accueille le prochain sommet de la Francophonie en 2020

Le sommet de la Francophonie de Madagascar avait désigné en 2016 la Tunisie pour accueillir les chefs d'État et de gouvernement francophones en 2020. La Wallonie et la Fédération Wallonie-Bruxelles avaient apporté leur plein appui à la candidature tunisienne qui s'annonçait déjà prête pour cet accueil en 2018.

En juin 2017, Michaëlle Jean, secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) rencontra le président Essebsi et le chef du gouvernement, Youssef Chahed. Les autorités tunisiennes, dont le pays est membre fondateur de la Francophonie multilatérale en 1970, ont souligné l'importance de renforcer davantage la coopération et l'échange entre les pays adhérents ainsi que la coopération entre la Tunisie et l'OIF, notamment dans la perspective du sommet en Tunisie en 2020. C'est aussi dans cette perspective que la Tunisie s'est portée candidate pour accueillir le nouveau bureau régional Moyen-Orient/Afrique du Nord de l'OIF, une proposition saluée par M. Jean.

En complément des rencontres officielles, elle a visité différentes OSC en charge de questions d'insertion socio-économique et de citoyenneté, le patronat UTICA et le Technopôle de Sousse. Elle visita le Syndicat national des journalistes tunisiens (en marge de la rencontre avec la presse arabe francophone) et fit une intervention à l'Institut tunisien des Études stratégiques (ITES). Une rencontre avait été organisée à la clôture de sa mission avec le groupe des ambassadeurs francophones, ce qui permit de tirer les premiers enseignements de sa première prise de contact avec le pays hôte du sommet de 2020.

Sur le plan politique, elle rappela toute l'importance que revêt la Tunisie d'aujourd'hui : « il faut que la Tunisie réussisse, sa réussite sera la nôtre », ce qui engage la Francophonie à jouer sa partition dans le pays et dans une région déstabilisée, aux côtés des autres acteurs

## FRANCOPHONIE



de la communauté internationale. Les politiques et programmes de la Francophonie, dont la stratégie économique et numérique qui suscite un regain d'intérêt pour l'OIF, devront y être mobilisés en conséquence. Il a été affirmé la détermination de l'OIF à renforcer la coopération avec la Tunisie dans plusieurs domaines, notamment la formation professionnelle et l'éducation dans les deux langues, arabe et française, pour favoriser l'insertion professionnelle des jeunes, la création d'emplois et soutenir l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes en particulier. L'OIF fera en sorte que les très petites et moyennes entreprises (Tpm) et les très petites et moyennes industries (Tpmi) « bénéficient d'un accompagnement » avec des dispositifs d'incubation en tant qu'espaces collaboratifs pour les jeunes entrepreneurs. La cohérence dans l'action est plus que jamais indispensable entre tous les acteurs tunisiens, multilatéraux, des EM, institutionnels ou non, de la Francophonie agissante. Il est noté l'accent mis sur les missions économiques et éducatives de l'OIF pour travailler sur le développement économique et le renforcement d'objectifs sectoriels et thématiques. En matière de soutien à l'enseignement de la langue française, la Tunisie accueillera aussi le prochain Congrès mondial des professeurs de français en 2020.

## Formations de perfectionnement en journalisme pour étudiants et professionnels

Institut de Presse et des Sciences de l'information (IPSI)/Institut des Hautes Études des Communications Sociales (IHECS)

Le projet soutient les échanges entre enseignants et étudiants tunisiens et belges, avec une perspective de production commune. Il vise également à permettre la participation de l'expertise belge dans le renforcement des capacités des étudiants tunisiens dans plusieurs domaines comme l'investigation, le documentaire et le data journalisme. L'aspect le plus important du projet consiste à échanger les pratiques sur les expériences d'enseignement du journalisme en testant des formats de production innovants.

En 2017, les deux institutions ont cherché à consolider les actions entreprises en 2016 et celles inscrites dans leur convention. Le changement à la direction de l'IPSI a permis une relance des objectifs, notamment la tenue de deux missions d'enseignement de l'IHECS à l'IPSI. Ces missions ont porté sur l'écriture webdocumentaire à l'adresse des étudiants du master professionnel en journalisme audiovisuel et le thème du datajournalisme, au profit d'un groupe d'étudiants en master professionnel en spécialité journalisme d'investigation. L'IHECS participera au prochain colloque annuel de l'IPSI sur la gouvernance publique des médias en période de transition démocratique (avril 2018).

## Égalité entre hommes et femmes au sein des médias tunisiens et belges

HAICA-Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle)/Conseil supérieur de l'audiovisuel -CSA

Le projet développé s'inscrit dans une relation étroite établie depuis la création de la HAICA. Le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (CSA) et la Haute Autorité Indépendante de la Communication audiovisuelle (HAICA) ont réalisé une recherche relative à la place et à la représentation des femmes dans les médias audiovisuels belges et tunisiens. Sur une analyse de contenu d'un corpus médiatique et d'un examen du cadre législatif, il s'agissait d'identifier des problématiques spécifiques, mais aussi transversales et de réfléchir à des champs

de développement possibles d'actions régulatrices adaptées à des contextes variables et destinées à améliorer la place et représentation des femmes dans les médias. L'étude participe en outre d'un échange d'expériences et de pratiques entre deux régulateurs, tant sur le plan de la régulation que sur le plan de la recherche.

Cette étude comparative vise à dégager les clichés et les stéréotypes basés sur le genre en vue de sensibiliser les professionnels au rôle des médias dans la production des valeurs et dans la construction de l'imaginaire collectif de la société.

L'étude originale a donné lieu à un colloque, point d'orgue du projet, consacré à la place et à l'image des femmes dans les médias audiovisuels. Tenu à Tunis le 6-7 décembre, le colloque a réuni une centaine de professionnels, de représentants institutionnels et de la société civile. Organisé avec l'appui du Conseil de l'Europe, il a été ouvert par les présidents de la HAICA, du CSA belge, du représentant du bureau du Conseil de l'Europe à Tunis et le délégué général Wallonie-Bruxelles.

Depuis 2016, le CSA belge s'est vu confier des missions décrétales en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Il s'agit notamment de réaliser une analyse périodique de la représentation équilibrée des femmes et des hommes dans l'audiovisuel ont rappelé Karim Ibourki et Joëlle Desterbecq, respectivement président et directrice des recherches du CSA.

En ce qui concerne l'étude de la HAICA, la diffusion de nouvelles fictions télévisées (feuilletons et séries télévisées), au mois de ramadan, suscite, à chaque fois, des débats et des controverses dans les médias, les réseaux sociaux et au sein de la société civile. Certains y voient une représentation réductrice des femmes en désaccord avec la modernité de la société et le statut des femmes en Tunisie.

Partant d'une méthode commune avec le CSA belge, l'étude de la HAICA a porté sur 68 heures de diffusion de feuilletons produits par les télévisions publiques et privées tunisiennes. La grille d'analyse s'est fondée sur plusieurs paramètres et approches qualitatives, quantitatives et comparatives ainsi que le lexique des personnages principaux et secondaires dans les fictions. Elle porte également sur la participation professionnelle et artistique des femmes (féminisation dans les métiers de l'audiovisuel) dans la réalisation des fictions.

Il est relevé un problème évident de sous-représentation et de mauvaise représentation des femmes dans les médias tunisiens. La représentation des femmes à l'écran est en décalage avec la situation actuelle dans la société civile où les femmes sont très actives. Cette étude servira de référence aux futures recherches appuyées sur l'image des femmes dans l'audiovisuel.

Pour sa part, le CSA belge s'est penché sur un corpus de 8 fictions (séries policières, familiales et web) à épisodes coproduites par la RTBF, télévision publique belge francophone, soit 43 h de fiction traitées. Parmi les observations, on pourra relever que les personnages féminins sont en majorité des femmes actives et présentes dans des métiers diversifiés. Le travail est présenté comme une valeur importante pour une grande partie de personnages féminins. Le mariage n'est présenté ni comme



*Présentation des résultats de l'étude par le Conseil supérieur de l'audiovisuel Wallonie-Bruxelles (CSA)  
(Joëlle Desterbecq, directrice des études et recherches, et Emilie Herbert, chargée de recherches)*

une nécessité ni comme un « idéal » dans la vie d'une femme, ce qui correspond à une réalité sociale belge. Si on y observe un certain équilibre entre les représentations quantitatives et qualitatives des personnages masculins et féminins, il est relevé cependant que les femmes sont peu impliquées dans la création et réalisation des séries étudiées.

Lors de sa mission au CSA en 2016, le président de la HAICA, Nouri Lajmi, déclarait : « En Tunisie, le genre et la représentation des femmes dans les médias est un sujet primordial et moteur de changement. De manière globale, nous avons remarqué que la présence des femmes dans les médias reste très faible, voire nulle, sur certaines chaînes. La couverture médiatique des femmes politiques est de l'ordre de 10%, en moyenne. Pourtant, les femmes représentent plus d'un tiers du Parlement tunisien (...). Dans le monde associatif, elles sont également très présentes. Les médias ne suivent pas, alors que cette visibilité médiatique est primordiale pour légitimer le rôle des femmes dans la société ».

Dans le champ médiatique, la place généralement marginale des femmes et leur image souvent biaisée et stéréotypée produisent un impact négatif sur toute velléité de changement et de progrès social et vont à l'encontre des recommandations du Programme des Nations Unies d'action de Beijing (Pékin 1995). La Déclaration de l'ONU sur l'éducation à la formation aux droits de l'homme (2011) exhorte les médias à assumer leur rôle dans la

propagation de la culture de l'égalité et des droits de l'homme.

Les instances de régulation des médias doivent, à cet égard, jouer un rôle important d'encadrement et de sensibilisation afin de développer la compréhension et le déploiement des règles respectant la dimension genre. Le Réseau REFRAM (Réseau francophone des régulateurs des médias) s'est engagé en 2011 « à encourager la coordination et la coopération des acteurs professionnels des médias en faveur de l'égalité hommes-femmes dans les médias (...) et la consolidation de formes d'autorégulation ou de corégulation relatives à l'égalité des sexes dans les médias. »

Avec la constitution et le cadre légal de la HAICA, Nouri Lajmi reconnaît « un cadre solide, mais qui implique à présent une mobilisation importante du secteur médiatique pour favoriser une image positive des femmes dans les fictions et plus largement dans les médias ». Cette étude comparative et le colloque à Tunis viennent à point nommé afin de démontrer une action marquante, analytique et prospective que se doit de mener une autorité régulatrice dans un domaine aussi sensible à une saine démocratie que sont les médias, désignés comme 4<sup>e</sup> pouvoir. Renforcer le rôle régulateur de l'espace médiatique audiovisuel par une instance constitutionnelle indépendante, transparente, fonctionnelle et garante de démocratie, d'égalité des genres et de pluralisme reste un enjeu important en Tunisie.

## Mission économique et commerciale belge à Tunis

Porte entre l'Afrique et l'Europe, la Tunisie possède les atouts pour dynamiser ses échanges commerciaux et offre une accessibilité pour les femmes et hommes d'entreprises belges, grâce à une certaine proximité géographique, les facilités logistiques ainsi que le partage d'un esprit d'entrepreneuriat et d'une langue commune.

À l'initiative de l'Agence wallonne à l'exportation (AWEX) et de Bruxelles Invest & Export – Hub Brussels, une mission économique multisectorielle de 21 entreprises wallonnes et bruxelloises s'est rendue à Tunis du 27 février au 02 mars 2018. Les principaux secteurs représentés relevaient des technologies de l'information et de la communication (TIC), de l'environnement, de la construction et de l'architecture ainsi que de la consultance. La mission a été menée par Cécile Jodogne, secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale, chargée du commerce extérieur. Le programme de la mission comprenait des rencontres ministérielles, des prises de contact avec les bailleurs de fonds et organisations tunisiennes concernant le financement de programmes de développement et d'investissements, la visite des technopoles d'El Ghazala (TIC) et de Bordj Cedria (environnement et eau) ainsi que des rencontres B2B préprogrammées.

Cécile Jodogne a rencontré le ministre du Développement, de l'investissement et de la Coopération internationale, Zied Ladhari, le ministre des Technologies de l'information et de la communication, Anouar Maarouf, la ministre de la femme, de la Famille et de l'Enfance,

*Entretien de Cécile Jodogne, secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale, chargée du commerce extérieur, avec Néziha Laabidi, ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfance*



Néziha Laabidi, le secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères, Sabri Bach Tobji, ainsi que la secrétaire d'État auprès du ministre de la Santé, Sonia Ben Cheikh. Les rencontres ont permis de s'entretenir sur les perspectives de développement de la Tunisie, de ses échanges économiques et commerciaux avec l'UE et la Belgique, la mobilisation des instruments financiers fédéraux et des régions en soutien aux contrats de fournitures d'équipements et de services qui tiennent compte du statut OCDE de la Tunisie depuis 2016 en tant que pays à revenu intermédiaire. Les discussions ont également porté sur le rôle des femmes dans l'économie tunisienne et les programmes d'appui à leur autonomisation.

Également ministre de la Santé dans le gouvernement de la Commission communautaire francophone (Cocof) de Bruxelles, Mme Jodogne a fait avec son homologue tunisienne un tour d'horizon des relations développées en ce secteur entre institutions publiques, universités, hôpitaux et entreprises.

## Éclairage sur quelques entreprises de la mission et leurs approches en Tunisie

Telemis est une société à forte croissance active dans le domaine de l'équipement médical, et spécialisée dans les solutions PACS et MACS (Picture/Multimedia Archiving & Communication System). Les équipements de Telemis permettent aux établissements de santé (hôpitaux, cliniques...), cabinets privés et partenaires OEM de gérer leur imagerie médicale de manière plus efficace. Telemis offre des solutions innovantes via le MACS (Multimedia Archiving & Communication System), qui sont accessibles à tous les autres départements (ophtalmologie, dermatologie, cardiologie,...) et qui supporte tous les types de formats d'images et vidéos médicales.

Entreprise bruxelloise innovante dans plusieurs secteurs d'application des TIC, METIS a investi à Tunis il y a quelques mois en vue de développer rapidement ses activités en Afrique du nord et subsaharienne et au Moyen-Orient. Elle recherche en Tunisie d'autres entreprises qui étendent leurs activités en Tunisie ou au départ de la Tunisie, les éditeurs de logiciels dans les secteurs banque-assurance, immobilier, imagerie 3D, intelligence artificielle, startups innovantes ou partenaires R&D. Son investissement en Tunisie est principalement motivé par le contexte de croissance rapide qu'offre la Tunisie avec un personnel hautement qualifié disponible.

AMB Ecosteryl est leader mondial dans la conception, fabrication, installation et la maintenance d'équipements de traitement des déchets hospitaliers par les processus de broyage et décontamination microondes. Écologique et intégré dans l'économie circulaire, le système n'entraîne aucune émission chimique, fumée, gaz ou vapeur. Les déchets décontaminés retombent dans la même catégorie que les déchets ménagers ordinaires et peuvent être valorisés ou utilisés comme combustible alternatif et adaptés au tri des déchets traités. Homologué par de nombreuses autorités publiques, l'Institut Pasteur et



Rencontre d'AMB Ecosteryl avec la Société Générale d'Hygiène et d'Assainissement «3D» lors des rencontres B2B

L'OMS, le système est commercialisé aux sociétés spécialisées en environnement et aux hôpitaux. La Société Wallonne des Eaux (SWDE) est une entreprise de service public. Les métiers de la société sont de produire et de distribuer de l'eau potable, en assurant la protection durable de la ressource, de concevoir des infrastructures de production et de distribution d'eau adaptées. La SWDE propose une offre globale d'expertise et de service dans les métiers de l'eau couvrant ainsi tout son cycle. Elle dispose des compétences en services d'ingénierie, gestion de projet, études de faisabilité et d'assistance technique. Elle dispose d'une expérience étendue en renforcement de capacités en Algérie, au Maroc et en Afrique de l'Ouest. Sa visite en Tunisie s'inscrit dans un cadre non commercial de coopération internationale.

## Stratégie d'Innovation numérique un pilier de « Tunisie Digitale 2020 »

La stratégie de « Tunisie Digitale 2020 » porte sur les axes suivants :

- Garantir l'inclusion sociale et réduire la fracture numérique par un meilleur accès à l'information et à la connaissance, par la démocratisation des équipements d'accès ainsi que par la généralisation de l'accès haut débit et la mise en œuvre du très haut débit.
- Implanter la culture du numérique par la généralisation de l'usage des TIC dans les cursus éducatifs et par la numérisation des contenus.

- Évoluer vers une e-Administration au service du citoyen, équitable, transparente, agile et efficace.
- Assurer la réduction du chômage et la création d'emplois dans les secteurs du numérique et de l'Offshoring ainsi que la création de champions nationaux.
- Soutenir la création de la valeur ajoutée, gage de pérennisation des organisations et des emplois, par l'accompagnement à l'entreprenariat et la stimulation de l'innovation.
- Améliorer la compétitivité de l'entreprise, tous secteurs confondus, par l'investissement dans les TIC et le positionnement dans l'économie numérique.
- Assurer le passage de la Tunisie dans le Tout numérique via la mise en place d'un cadre réglementaire, d'une gouvernance et d'un environnement sécuritaire adaptés.

## Activités, nouvelles du Bureau AWEX à Tunis et Business Days en Wallonie 2018

Durant l'année 2017 et comme chaque année, l'AWEX Tunis a présenté divers services aux sociétés belges et luxembourgeoises qui prospectent le marché local ou qui sont déjà implantées en Tunisie. Les services couvrent l'ensemble de la démarche d'exportation de biens et de services : recherche et sélection de partenaires/clients potentiels, informations sur la réglementation locale (fiscalité, douane, procédure d'importation...), informations du marché (prix, concurrence...), organisation de visite de prospection, diffusion des appels d'offres internationaux (sociétés belges), acquisition et envoi des cahiers des charges aux sociétés wallonnes, dépôt des dossiers de participations aux appels d'offres internationaux... Plus de 90 sociétés belges et une dizaine de sociétés luxembourgeoises, de divers secteurs d'activité, ont sollicité les services de l'AWEX Tunis en 2017. Le secteur des TIC a été au centre d'intérêt des organismes partenaires de l'AWEX en Tunisie, en Belgique et au Luxembourg à l'instar de la Chambre de Commerce tuniso-belgo-luxembourgeoise à Tunis (CCTBL), FIPA Bruxelles et la Chambre de Commerce du Luxembourg. En raison du redéploiement du réseau de l'AWEX opéré à partir de 2016, il a été décidé de rapprocher le Bureau économique et commercial de l'AWEX à Tunis avec la Délégation Wallonie-Bruxelles. Depuis janvier 2017, le



Présentation de la Stratégie d'Innovation numérique en présence de Cécile Jodogne, secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale, chargée du commerce extérieur & Anouar Maârouf, ministre tunisien des Technologies de la Communication et de l'Economie Numérique

délégué général Wallonie-Bruxelles à Tunis assure, dès lors, la supervision des activités du Bureau AWEX. Depuis le 1er juillet 2017, et suite à un accord avec Brussels Invest & Export (BI&E) et Flanders Investment and Trade (FIT), le poste de l'AWEX Tunis devient uni-régional (anciennement tri-régional). L'attaché économique et commercial BIE en Algérie, Sébastien Hardy, exerce depuis lors la juridiction sur la Tunisie pour le traitement des dossiers des entreprises bruxelloises. Quant aux sociétés flamandes, elles sont invitées à contacter directement le siège du FIT.

Les Business Days 2018 se tiendront dans le cadre des Wallonia Export Days les 4 et 5 juin en Belgique. Besma Ben Salah, assistante commerciale de l'AWEX à Tunis, sera présente ces deux jours pour rencontrer et conseiller les sociétés wallonnes intéressées par le marché tunisien.

## Éligibilité aux Fonds Pays Émergents

Depuis juillet 2017, la Tunisie est à nouveau éligible au don de 35% de la Ligne Fonds Pays Émergents. Cet instrument, géré par la SOFINEX (Société wallonne de financement des exportations) et se référant aux règles de l'arrangement OCDE, permet aux exportateurs wallons de biens d'équipements et/ou de services d'être plus compétitifs à l'export et de nouer plus facilement des relations ou partenariats avec la Tunisie.

## Mise en place du conseil de gouvernance économique belge à Tunis

À l'initiative de l'ambassade de Belgique et du bureau de l'AWEX, un conseil de gouvernance économique a été établi à Tunis en mai 2017. Il réunit les missions diplomatiques et commerciales belges ainsi que des entrepreneurs belges ou belgo-tunisiens et associe toute expertise recherchée en appui au développement de ses activités. En complément de la distribution des compétences en matière de commerce extérieur et d'investissement, il a pour principal objet de constituer un lieu de concertation et de conseil relatif aux projets des entreprises belges et belgo-tunisiennes en Tunisie et de favoriser les échanges économiques et commerciaux entre les deux pays.

## CMI Services a obtenu plusieurs contrats en Tunisie

CMI Services a fourni 7 locomotives d'une puissance de 750 cv à transmission hydraulique à la Compagnie des Phosphates de Gafsa. Les livraisons se sont faites en 2 lots et les 4 dernières ont été livrées en décembre 2016. Elles sont maintenant opérationnelles sur les différents sites miniers et sont appelées à préparer les trains au chargement et remise en gare pour prise en charge par la SNCFT afin de transférer le phosphate vers les usines



chimiques du Groupe Chimique Tunisien à Gabès. En outre, pour le Groupe Chimique Tunisien, CMI Services a fourni dans les semaines suivantes une locomotive d'une puissance de 620 cv à transmission Diesel Électrique AC/AC qui est la dernière évolution dans le domaine des transmissions électriques dont les avantages principaux sont un meilleur rendement et des coûts de maintenance réduits.

CMI Services réalise la modernisation de 4 locomotives du parc existant de la Compagnie des Phosphates de Gafsa. Cette modernisation consiste au remplacement de la chaîne cinématique existante par une nouvelle chaîne cinématique incluant la pose d'un nouveau moteur Diesel, une nouvelle transmission électrique AC/AC y compris de nouveaux moteurs de traction, un nouveau système de freinage, une nouvelle cabine entièrement équipée et un nouveau capot. Les travaux de démontage des locomotives et de reconstruction sont effectués par le personnel de la Compagnie des Phosphates de Gafsa sous la supervision et assistance technique de CMI.

## L'activité de Transurb Simulation en Tunisie

Son activité en 2017 concernait principalement la remise en service de deux simulateurs de conduite pour les tramways de Tunis. Actuellement, Transurb reconstruit le logiciel et l'environnement de formation afin d'offrir un outil pédagogique moderne et complet pour la formation des conducteurs de tram de Transtu à Tunis. Le projet se finalise avec la révision des spécifications du nouveau système à livrer, une campagne vidéo de la ligne 5 de Tunis (pour la modéliser en 3D), le développement du logiciel 3D, train et de simulation, une série de tests en usine en Belgique.

En 2018, Transurb assure l'exportation du nouveau matériel (remplacement de tous les écrans des stations observateur et instructeur, remplacement des projecteurs avec des écrans fixés sur un support métallique offrant une meilleure visibilité/qualité, remplacements des ordinateurs, etc.). L'installation et une seconde série de tests avec Transtu pour s'assurer du bon fonctionnement des simulateurs auront lieu début 2018 à Tunis. Pour plus d'informations : <http://simulation.transurb.com/>

## Inauguration mondiale d'un premier site hospitalier vert au CHU UCL de Namur

Le CHU UCL Namur – site de Godinne devient le premier hôpital mondial alimenté majoritairement en énergie verte issue de la gazéification de la biomasse. C'est l'association avec l'entreprise wallonne innovante Xylowatt qui a permis cette avancée technologique.

Spin-off de l'UCL, Xylowatt est devenue un joyau de l'ingénierie belge. Sa technologie brevetée et appelée «NOTAR®» permet la transformation de résidus de bois en gaz combustible propre. Cette technologie a le grand avantage de s'intégrer dans des installations dites de «trigénération» pouvant produire de l'électricité, de la chaleur et du froid.

Ce gaz renouvelable produit par le NOTAR® est transformé en électricité et en chaleur dans un moteur de cogénération. La chaleur excédentaire est, quant à elle, valorisée via la production du froid, permettant ainsi d'utiliser toute l'énergie renouvelable disponible : une première mondiale de modèle de trigénération à partir de gaz renouvelable issu de la biomasse (appelé SYNGAS). Société innovante, Xylowatt a réussi à développer sa technologie de gazéification de biomasse renouvelable, grâce au soutien de la Région wallonne, du programme européen LIFE, et aussi de ses actionnaires composés de plusieurs investisseurs privés, d'investisseurs publics (la SRIW et la SFPI), du fonds universitaire VIVES et du groupe industriel belge CMI.

«*Cette collaboration s'inscrit clairement dans le cadre des engagements belges de la transition énergétique pour la COP21. Grâce à la technologie de Xylowatt, nous allons réduire les émissions de CO2 du site hospitalier de Godinne de plus de 3.000 tonnes par an, soit l'équivalent de l'émission de 2.000 véhicules!*» annonce Xylowatt.

Source : [www.rewallonia.be](http://www.rewallonia.be)

## La Wallonie au sommet de la logistique européenne

D'après une étude réalisée au mois de juin 2017 par PwC, la Wallonie est 4e parmi 50 régions d'Europe en matière d'attractivité pour les acteurs de la logistique et n°1 au niveau belge. Une cinquantaine de régions européennes ont été analysées et comparées sur base des critères déterminants dans l'implantation d'un centre de distribution :

- La proximité du marché : pouvoir d'achat et activités économiques ;
- Le travail : disponibilité, flexibilité, productivité, relation employeurs-employés ;
- Les coûts opérationnels : coût de l'énergie, de la main-d'œuvre, de l'immobilier ;
- L'infrastructure de distribution : IT, proximité d'aéroports cargo, de ports maritimes, densité du réseau routier, des voies navigables et des voies ferrées ;
- La disponibilité de terrains : zones industrielles et constructibles ;
- La régulation et les taxes : stabilité politique, obligations administratives, liberté d'investir, transparence, efficacité ;
- Les compétences : les aptitudes linguistiques et l'expertise logistique.

Il s'avère qu'au-delà de sa localisation géographique indéniablement avantageuse, la Wallonie dispose de nombreux atouts pour attirer de nouveaux centres de distribution : un marché de 60 millions de consommateurs au pouvoir d'achat élevé accessible en 4 heures, un aéroport cargo qui se classe dans le top 8 européen, le plus haut tonnage en transport fluvial intérieur en Europe relié à Anvers et Rotterdam, ou encore des connexions ferroviaires performantes, notamment vers le sud de l'Europe.

Source : [www.logisticsinwallonia.be](http://www.logisticsinwallonia.be)



Pour mieux servir leurs objectifs et assurer l'accueil des partenaires, missions et réunions dans leurs locaux à Tunis, la Délégation générale Wallonie-Bruxelles et le Bureau de l'AWEX ont emménagé en avril 2017 dans de nouveaux locaux conviviaux et aisés d'accès. Ils sont situés à Mutuelleville, à 700 mètres de l'Ambassade de Belgique.



## Délégation générale Wallonie-Bruxelles à Tunis

**Christian Saelens**

Délégué général Wallonie-Bruxelles en Tunisie

**Carine Jerbi**, Assistante

**Saloua Sammari**

secteur enseignement documentation

**Rym Hachani**, Secrétaire

**Yasmina Bouchiba**, Secrétaire comptable

**Khaled Riahi**, chauffeur, logistique

## AWEX Tunis

**Christian Saelens**

Délégué général Wallonie-Bruxelles,  
en Charge de la supervision du Bureau AWEX Tunis

**Alia Mdallel**, Assistante Commerciale

**Besma Ben Salah**,  
Assistante Commerciale

4, Rue Slaheddine El Ayoubi, 1002 Le Belvédère Tunis

Nos nouvelles coordonnées téléphoniques sont :

Tél : (+216) 71 280 458/446/435

Fax : (+216) 71 280 421

Courriel : walbru@gnet.tn

Nos nouvelles coordonnées téléphoniques sont :

Tél. : (+216) 71 280 336 - 71 280 355

Fax : (+216) 71 280 376

Courriel : tunis@awex-wallonia.com



Feel inspired



Wallonia.be